

SEANCE DU MARDI 3 FEVRIER 1981
VERGADERING VAN DINSDAG 3 FEBRUARI 1981ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 802.

COMMUNICATIONS:

Page 802.

Conseil d'Etat.

Dépenses en marge du budget.

HOMMAGE A LA MEMOIRE DE M. LEO COLLARD, MINISTRE D'ETAT:

Orateurs: M. le Président, M. Martens, Premier ministre, p. 803.

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi de redressement relative à la modération des revenus.

Discussion générale. — *Orateurs*: M. Pede, M. Martens, Premier ministre, MM. Bertrand, Vandenabeele, rapporteur, Waltniel, Hanin, Egelmeeers, de Wasseige, Lagneau, Kuylen, Renard, Van den Eynden, Bruart, de Bruyne, p. 803.

PROJETS DE LOI (Dépôt):

Page 818.

Le gouvernement:

1. Projet de loi ajustant le budget des Pensions de l'année budgétaire 1980;
2. Projet de loi ajustant le budget du ministère de l'Emploi et du Travail de l'année budgétaire 1980.

INTERPELLATION (Demande):

Page 819.

M. Radoux au ministre des Affaires étrangères sur « la position du gouvernement vis-à-vis des institutions européennes, notamment du Parlement européen, des relations de celui-ci avec les parlements nationaux et de la réalisation de politiques communes ».

COMMISSIONS (Modifications):

Page 819.

Ann. parl. Sénat — Session ordinaire 1980-1981
Parlem. Hand. Senaat — Gewone zitting 1980-1981

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 802.

MEDEDELINGEN:

Bladzijde 802.

Raad van State.

Uitgaven buiten de begroting.

HULDE TER NAGEDACHTENIS VAN DE HEER LEO COLLARD, MINISTER VAN STAAT:

Sprekers: de Voorzitter, de heer Martens, Eerste minister, blz. 803.

ONTWERP VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van herstelwet inzake inkomensmatiging.

Algemene bespreking. — *Sprekers*: de heer Pede, de heer Martens, Eerste minister, de heren Bertrand, Vandenabeele, rapporteur, Waltniel, Hanin, Egelmeeers, de Wasseige, Lagneau, Kuylen, Renard, Van den Eynden, Bruart, de Bruyne, blz. 803.

ONTWERPEN VAN WET (Indiening):

Bladzijde 818.

De regering:

1. Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van Pensioenen voor het begrotingsjaar 1980;
2. Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid voor het begrotingsjaar 1980.

INTERPELLATIE (Verzoek):

Bladzijde 819.

De heer Radoux tot de minister van Buitenlandse Zaken over « de houding van de regering tegenover de Europese instellingen, met name het Europees Parlement, tegenover de betrekkingen van dit Parlement met de nationale parlementen en het tot stand brengen van gemeenschappelijke beleidslijnen ».

COMMISSIES (Wijzigingen):

Bladzijde 819.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

MM. De Seranno et Bury, secrétaires, prennent place au bureau.

De heren De Seranno en Bury, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 35 m.

De vergadering wordt geopend te 14 u. 35 m.

CONGES — VERLOF

Mme Bernaerts-Viroux et M. Neuray, à l'étranger; MM. Radoux, en mission à l'étranger jusqu'au 14 février; Akkermans, Mesotten, Verhaegen et Van Herreweghe, pour ce dernier jusqu'au 6 février, pour raison de santé; Mme Smitt, pour raisons familiales, demandent un congé.

Vragen verlot: Mevr. Bernaerts-Viroux en de heer Neuray, in het buitenland; de heren Radoux, met opdracht in het buitenland tot en met 14 februari; Akkermans, Mesotten, Verhaegen en Van Herreweghe, voor deze laatste tot en met 6 februari, wegens gezondheidsredenen; Mevr. Smitt, wegens familiereidenen.

— Ces congés sont accordés.

Dit verlof wordt toegestaan.

MM. Daems et Califice, pour raison de santé, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Daems en Califice, wegens gezondheidsredenen.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

COMMUNICATIONS — MEDEDELINGEN

Conseil d'Etat — Raad van State

M. le Président. — Par lettre du 29 janvier 1981, le premier président du Conseil d'Etat porte à la connaissance du Sénat qu'en son audience solennelle du 27 janvier 1981, l'assemblée générale du Conseil d'Etat a établi la liste triple des candidats à la place de conseiller d'Etat, devenue vacante ensuite du décès de M. C. Grégoire.

Bij schrijven van 29 januari 1981 brengt de eerste voorzitter van de Raad van State ter kennis van de Senaat dat de algemene vergadering van de Raad, tijdens haar plechtige zitting van 27 januari 1981, drie kandidaten heeft voorgedragen voor het ambt van staatsraad dat ingevolge het overlijden van de heer C. Grégoire opengevalen is.

En vertu de l'article 73 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, les candidats doivent appartenir au rôle linguistique français.

De kandidaten moeten krachtens artikel 73 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State tot de Franse taalrol behoren.

Ont été présentés par le Conseil d'Etat:

Premier candidat: M. A. Vanwelkenhuyzen, professeur ordinaire à l'Université libre de Bruxelles.

Werden door de Raad van State voorgedragen:

Eerste kandidaat: de heer A. Vanwelkenhuyzen, gewoon hoogleraar aan de « Université libre de Bruxelles ».

Deuxième candidat: M. P. Martens, avocat au barreau de Liège.

Tweede kandidaat: de heer P. Martens, advocaat bij de balie te Luik.

Troisième candidat: M. A. Spirlet, substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Liège.

Derde kandidaat: de heer A. Spirlet, substitut procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Luik.

Conformément à l'article 70, § 1^{er}, des mêmes lois coordonnées, le Sénat doit, à son tour, procéder à l'établissement d'une triple liste de candidats.

Overeenkomstig artikel 70, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten moet de Senaat op zijn beurt overgaan tot het opmaken van een drietal voor dit openstaande ambt.

Je vous propose, Mesdames, Messieurs, de faire ces présentations au cours d'une séance ultérieure.

Ik stel u voor, Dames en Heren, zulks tijdens een volgende vergadering te doen.

Pas d'opposition?

Geen bezwaar?

Il en sera donc ainsi.

Dan is aldus besloten.

Dépenses en marge du budget — Uitgaven buiten de begroting

M. le Président. — En application de l'article 24, alinéa 2, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, le Premier ministre transmet au Sénat, par dépêches des 26 janvier et 2 février 1981, des exemplaires des délibérations (nos 2765 à 2769), prises par le Conseil des ministres et relatives à des dépenses faites en marge du budget.

In uitvoering van artikel 24, 2e lid, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, zendt de Eerste minister, bij dienstbrieven van 26 januari en 2 februari 1981, aan de Senaat exemplaren over van de beraadslagingen (nrs. 2765 tot 2769), door de Ministerraad getroffen betreffende uitgaven gedaan buiten de begroting.

— Renvoi à la commission des Finances.

Verwezen naar de commissie voor de Financien.

M. le Président. — Il est donné acte de cette communication au Premier ministre.

Van deze mededeling wordt aan de Eerste minister akte gegeven.

HOMMAGE A LA MEMOIRE DE M. LEO COLLARD,
MINISTRE D'ETAT

HULDE TER NAGEDACHTENIS VAN DE HEER LEO
COLLARD, MINISTER VAN STAAT

M. le Président se lève et prononce les paroles suivantes que l'assemblée écoute debout:

Mesdames, Messieurs, Léo Collard nous a quittés. Miné par une longue maladie, il s'est éteint mardi dernier dans sa ville de Mons dont il avait, durant tant d'années, dirigé les destinées. Car s'il fut ministre, avocat, député, bourgmestre et ministre d'Etat, il resta aussi et surtout profondément municipaliste et attentif aux choses et aux gens de sa ville.

Son destin, pourtant, devait s'inscrire dans une perspective nationale: pour tous ceux qui vécurent cette époque de notre histoire, Léo Collard restera l'homme du Pacte scolaire, celui aussi de l'appel au rassemblement des progressistes.

Il avait été ministre de l'Instruction publique du cabinet formé en 1946 par Paul-Henri Spaak et qui n'eut qu'une existence éphémère. Le gouvernement socialiste-libéral présidé par Achille Van Acker lui confia le même portefeuille huit ans plus tard. Et lorsque les mesures décidées par ce gouvernement déclenchèrent la guerre scolaire, cet homme paisible qu'était Léo Collard devint pour beaucoup, à son corps défendant, le symbole de l'anticléricalisme le plus sectaire.

Au vrai, Léo Collard était tout le contraire d'un sectaire: c'est la voix tremblante et les larmes aux yeux qu'il répondit à la Chambre aux accusations de fanatisme et d'intolérance qui lui étaient lancées du haut de la tribune. Et lorsque l'orage se fut apaisé, lorsque fut signé en 1958 le Pacte scolaire qui mit fin aux querelles, ces adversaires politiques eux-mêmes s'accordèrent à reconnaître son honnêteté et sa loyauté.

C'était un homme pondéré, d'une courtoisie parfaite, d'une affabilité sans faille. L'expression de sa pensée était concise, logique. L'œil mi-clos dissimulant une lueur d'ironie, le sourire discret, la voix feutrée, il faisait preuve d'une remarquable maîtrise de soi. On a pu dire de lui qu'il devait aux doutes de l'intellectuel la lenteur des décisions qu'il prenait. Mais celles-ci une fois arrêtées, il n'y dérogeait plus et l'on se souvient encore de l'inflexibilité avec laquelle, alors président du PSB, il prit des sanctions contre les quatre rebelles qui refusaient de se conformer aux décisions de leur parti.

Cet homme tranquille, dont les qualités éminentes avaient fait un ministre d'Etat, n'hésitait d'ailleurs pas à lancer lui-même des idées révolutionnaires et son appel au rassemblement des progressistes éclata comme une bombe. Le discours qu'il prononça le 1^{er} mai 1969 témoigne sans nul doute de la générosité de sa pensée. Mais cet appel fut mal interprété et suscita l'opposition des siens aussi bien que de ceux auxquels il s'adressait.

Il fut, durant près de quarante ans, membre de la Chambre des représentants. Mais c'est parmi les siens, dans sa ville de Mons, aux destinées de laquelle il devait présider durant trois années encore, qu'en 1971 il choisit de se retirer.

Inébranlablement fidèle aux idées qui lui étaient chères, il restera pour ses amis un soutien loyal, pour ses adversaires un contradicteur toujours courtois.

A sa compagne, douloureusement éprouvée, à sa famille dans la peine, le Sénat présente ses condoléances attristées.

La parole est au Premier ministre.

M. Martens, Premier Ministre. — Monsieur le Président, le gouvernement s'associe aux paroles d'éloge que vous avez prononcées et aux condoléances que vous avez présentées au nom du Sénat.

Hierbij wil ik ook een meer persoonlijke appreciatie geven.

Zeer jong nog had ik de gelegenheid in twee langdurige gesprekken de oprechtheid, de eerlijkheid en ook het grote staatsmanschap van wijlen minister van Staat Leo Collard te kunnen waarderen.

Ook dit wilde ik hier vermelden op het moment dat de Senaat hulde brengt aan zijn nagedachtenis.

Ik wil deze nagedachtenis ook eren ten aanzien van zijn echtgenote en zijn familie.

ONTWERP VAN HERSTELWET INZAKE INKOMENSMATIGING

Algemene beraadslaging

PROJET DE LOI DE REDRESSEMENT RELATIVE A LA MODERATION DES REVENUS

Discussion générale

De Voorzitter. — Aan de orde is de bespreking van het ontwerp van herstelwet inzake inkomensmatiging.

Nous abordons l'examen du projet de loi de redressement relative à la modération des revenus.

Het woord is aan de heer Pede.

De heer Pede. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Eerste Minister, Heren Ministers, geachte collega's, wij worden vandaag in de Senaat geconfronteerd met de bespreking van het ontwerp van herstelwet inzake inkomensmatiging.

In het eerste artikel lezen wij dat indien een interprofessionele collectieve overeenkomst betreffende de loonmatiging vóór 15 februari 1981 tot stand komt, verschillende artikelen van het ontwerp niet van toepassing zullen zijn.

Dat betekent dat wij, één van de twee Wetgevende Kamers, wetgevend werk zullen verrichten dat niet van toepassing kan zijn en in feite niet rechtsgeldig kan zijn wat betreft de toepassing.

Bijgevolg wil ik de regering zeer duidelijk een vraag stellen, en daarbij aansluitend een voorstel tot verdrag doen.

Ofwel laat de regering deze paragraaf uit het wetsontwerp vallen en dan zullen wij dit wetsontwerp en de artikelen behandelen, ons daarover uitspreken en er een eindstemming over uitbrengen, ofwel blijft deze paragraaf in dat wetsontwerp staan. Dat bewijst dan eens te meer dat het Parlement zijn parlementaire taak niet meer kan uitvoeren, met andere woorden, dat wij voor de zoveelste keer zien dat men vanwege de regering een aanslag pleegt op onze instellingen en op hun werkwijze.

Indien deze paragraaf niet wordt ingetrokken vraag ik de verdrag, opdat ook de bevolking zou merken hoe hier wordt gewerkt en opdat men zou weten dat wat wij beslissen afhankelijk is van beslissingen buiten het Parlement genomen door mensen die de bevolking niet vertegenwoordigen omdat zij niet rechtsgeldig werden aangeduid als hun mandatarissen.

Ik stel dus voor de behandeling van dit ontwerp te verdragen. (*Applaus op de liberale banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de Eerste minister.

De heer Martens, Eerste Minister. — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, ik kan zeer kort zijn in verband met de opmerkingen van de heer Pede die een bezwaar heeft geformuleerd dat iedere rechtsgrond mist. Ik wil van stonde af aan zeggen dat artikel 1 en het ganse hoofdstuk 1 absoluut noodzakelijk zijn, zelfs voor het algemeen bindend verklaren van een interprofessionele overeenkomst.

Het bezwaar van de heer Pede faalt volkomen ook op het technisch-juridisch vlak. Ik zal dit onmiddellijk aantonen.

Het gaat hier over een amendement dat in de Kamer van volksvertegenwoordigers werd ingediend door de vier meerderheidsfracties. De mogelijkheid van het afsluiten en het algemeen bindend verklaren van een interprofessionele overeenkomst was ook opgenomen in de huidige zogenaamde miniwet, op voorwaarde:

Ten eerste, dat een dergelijke overeenkomst vóór een bepaalde datum wordt afgesloten;

Ten tweede, dat zij wordt afgesloten voor een periode van twee jaar, periode van de beoogde matiging;

Ten derde, dat een gelijkwaardig resultaat wordt bereikt.

Wat echter veel belangrijker is, is het volgende.

De wettelijke basis om een dergelijke interprofessionele overeenkomst algemeen bindend te verklaren bevindt zich uitsluitend in dit wetsontwerp. Dit blijkt heel duidelijk uit de laatste alinea van artikel 1. Zelfs wanneer een interprofessionele overeenkomst zou worden geparafeerd en afgesloten moet uiteindelijk, om ze algemeen bindend te kunnen verklaren en dus effectief te maken, een wettelijke basis voorhanden zijn. Welnu, Mijnheer Pede, die basis bevindt zich in artikel 1 van dit wetsontwerp, namelijk waar gezegd wordt dat de artikelen 2 tot 6, met uitzondering van artikel 2, § 1, betreffende de minimumlonen, niet van toepassing zullen zijn indien een interprofessionele collectieve overeenkomst betreffende loonmatiging tot stand komt vóór 15 februari 1981, met een gelijkwaardig resultaat als de bij artikel 2, §§ 2 tot 4, voorziene loonmatiging gedurende de in artikel 2, § 2, bepaalde referentieperiode, en deze overeenkomst algemeen bindend wordt verklaard door de Koning.

Dit koninklijk besluit, en dit is het tweede element van de wettelijke basis, verklaart de overeenkomst algemeen bindend ten opzichte van alle personen beoogd door dit hoofdstuk en daarom is de eerste paragraaf van artikel 1 noodzakelijk. Daar worden immers de personen, werkgevers en werknemers, aangeduid op wie de interprofessionele overeenkomst van toepassing zou zijn, en maakt op deze overeenkomst de bepalingen van hoofdstuk 5 van de wet van 5 december 1968 betreffende de CAO's en paritaire comités toepasselijk.

Dit is dus een eerste juridisch-technische reden, waarom het bezwaar van de heer Pede moet worden verworpen. Zonder deze wet, zonder dit hoofdstuk, zonder dit artikel is er geen wettelijke basis voor het algemeen bindend verklaren van een interprofessionele overeenkomst. Gedurende twee maanden reeds poog ik dit uit te leggen. Het is niet omdat bepaalde lagen van de publieke opinie of bepaalde persorganen dit nog niet hebben begrepen, dat de Senaat niet zou kunnen overgaan tot de noodzakelijke goedkeuring van dit ontwerp.

Wat de grond, of de politieke inhoud van de zaak betreft, weet u dat de vier meerderheidsfracties er gisteren en vandaag nog hebben op aangedrongen dat een interprofessionele overeenkomst zou worden afgesloten vóór 15 februari.

Indien een dergelijke overeenkomst niet zou tot stand komen of niet algemeen bindend zou kunnen worden verklaard, dan zijn de artikelen 2 tot 6 absoluut vereist om de matiging toe te passen volgens het wettelijk systeem.

Tenslotte, Mijnheer de Voorzitter, verwondert het mij dat de PVV-fractie hier deze Jacobijnse staatsopvatting verdedigt. Wij weten allemaal dat de wetgeving inzake de loonvorming in ons land, zoals ook in andere landen, een suppletief karakter heeft. Het is slechts bij gebrek aan overeenkomsten die de matiging beogen dat de wetgever ingrijpt, hetzij door de noodzakelijke juridische basis te verschaffen, hetzij om de overeenkomsten algemeen bindend te verklaren, hetzij om bij ontstentenis van dergelijke overeenkomsten zelf in te grijpen en in dit geval zelf de matiging op te leggen.

In deze omstandigheden vind ik het bezwaar van de heer Pede volkomen ongegrond. Het mist iedere rechtsgrond en iedere politieke verantwoording. Ik vraag dus dat de behandeling van dit ontwerp nu wordt aangevat. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pede.

De heer Pede. — Mijnheer de Voorzitter, mijn argumenten zijn ongeveer dezelfde als die van de Eerste minister, met dit verschil dat wij vragen de bespreking van het ontwerp te verdagen tot wanneer wij precies weten of er een overeenkomst werd afgesloten en indien ja, welke.

Wat de rechtsgrond betreft, zijn wij het eens met de Eerste minister, alleen wil hij eerst het wetsontwerp laten goedkeuren en wij vragen af te wachten of er al dan niet een overeenkomst wordt afgesloten. Dat is het enige verschil.

De heer Martens, Eerste Minister. — Als er geen overeenkomst wordt afgesloten, zal de wet van toepassing zijn.

De heer Pede. — Daarom moeten wij niet per se vandaag het ontwerp behandelen.

De heer Martens, Eerste Minister. — Toch wel, het is zeer dringend.

De Voorzitter. — Mijnheer Pede, handhaaft u uw vraag tot verdaging?

De heer Pede. — Ja, Mijnheer de Voorzitter.

M. le Président. — La parole est à M. Bertrand.

M. Bertrand. — Monsieur le Président, mon groupe s'associe à la proposition d'ajournement formulée par M. Pede. Nous considérons, en effet, qu'il n'est pas normal d'entamer ici un débat sur des projets qui, hors de cette enceinte, sont peut-être soumis à une remise en question quant au fond.

M. le Président. — Nous allons procéder au vote sur la proposition d'ajournement.

Wij gaan over tot de stemming over het voorstel tot verdaging.

— Il est procédé au vote nominatif sur la proposition d'ajournement.

Er wordt tot naamstemming overgegaan over het voorstel tot verdaging.

129 membres sont présents.

129 leden zijn aanwezig.

32 votent oui.

32 stemmen ja.

96 votent non.

96 stemmen neen.

1 s'abstient.

1 onthoudt zich.

En conséquence, la proposition n'est pas adoptée.

Derhalve is het voorstel niet aangenomen.

Ont voté non:

Hebben neen gestemd:

MM. Adriaensens, André, Bailly, Basecq, Bataille, Belot, Bogaerts, Bruart, Bury, Busieau, Mme Buyse, MM. Canipel, Carpels, Claeys, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Cugnon, Dalem, Daulne, De Baere, De Bondt, De Clercq, Deconinck, De Graeve, Deleek, Mmes De Looze-Raeymaekers, De Pauw-Deveen, MM. De Seranno, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, Deworme, Dewulf, Donnay, Dulac, Egelmeers, Féaux, Flagothier, Geens, Gerits, Gijs, Mmes Gillet (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Hanin, Mme Hanquet, MM. Hismans, Hostekint, Houben, Hubin, Kuylen, Lagae, Lambiotte, Leclercq, Lecoq, Lindemans, Lutgen, Mme Maes-Vanrobaeys, MM. Meunier, Nauwelaerts, Mmes Nauwelaerts-Thues, Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Paulus, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Pouillet, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Sondag, Storme, Sweet, Tilquin, Mme Turf-De Munter, MM. Vandenabeele, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Spitael, Van Wambeke, van Waterschoot, Verbist, Windels, Wyninckx et Leemans.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

MM. Bascour, Bertrand, Boey, Capoen, Coen, Cuvelier, de Bruyne, Decoster, Delpérée, Désir, de Wasseige, D'Haeyer, Février, Gillet (Jean), Mme Herman-Michielsens, MM. Humblet, Kenens, Lagneau, Lahaye, Lepaffe, Maes, Mme Mayence-Goossens, MM. Moureaux, Nutkewitz, Payfa, Pede, Peeters, Renard, Van den Broeck, Van der Elst, Vanderpoorten et Waltniel.

S'est abstenu:

Heeft zich onthouden:

M. Descamps.

M. le Président. — M. Descamps est prié de faire connaître les motifs de son abstention.

M. Descamps. — J'ai pairé avec M. Spitaels, Monsieur le Président.

M. le Président. — La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Vandenabeele, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, dit ontwerp is het sluitstuk van het herstelplan van de regering, dat gespreid over acht ontwerpen bij het Parlement werd ingediend. In andere ontwerpen werden diverse onderwerpen zoals de pensioenen en de sociale zekerheid behandeld.

In dit ontwerp gaat het om de matiging van de inkomens uit diverse beroepen. Het is goed meen ik, dat ik ze bij deze inleiding tot de bespreking even beknop vernoem, al was het maar om aan te tonen, dat de matiging op meerdere sectoren en beroepen van toepassing is. Waarin voorziet dit ontwerp?

1. Voor de loon- en weddetrekkenden die meer dan 35 000 frank per maand verdienen, worden voor een periode van twee jaar de loonen geblokkeerd, de indexaanpassing uitgezonderd. Voor hen die geen 35 000 frank verdienen, blijven de vooropgestelde verhogingen van toepassing en is er zelfs voor 1981 en 1982 een globale loonsverhoging van 1 pct. mogelijk. De aldus door de bedrijven uitgespaarde bedragen moeten worden aangewend voor de promotie van de tewerkstelling. Daarin krijgen de vakbonden medezeggenschap. Hier

moet tevens worden aangestipt, dat de minimumlonen met 5 pct. zullen opgetrokken worden op 1 april 1981 en met 3 pct. zullen verhoogd op 1 januari 1982.

2. Voor de openbare sector voorziet het ontwerp in een gelijkwaardige matiging, waarvan de precieze vorm zou worden vastgelegd door de regering na overleg met de syndicale organisaties.

3. Voor de beoefenaars van de geneeskunde en van de paramedische beroepen worden de erelonen tot 30 september 1981 geblokkeerd, op het peil van 1 december 1980. Zij zullen slechts kunnen worden aangepast voor zover zij worden bestemd voor de uitbetaling van de lonen aan het huippersoneel. De indexaanpassing zal pas op 1 oktober 1981 gebeuren op basis van de evolutie van de index in de voorafgaande periode van één jaar.

4. Voor de notarissen en gerechtsdeurwaarders mogen de erelonen niet hoger zijn dan op 31 december 1980. Voor de notarissen werden deze erelonen van die datum met 5 pct. verminderd.

5. Voor de andere zelfstandige beroeps categorieën mogen de bezoldigingen in welke vorm ook voor 1981 niet hoger zijn dan op 1 december 1980. Voor 1982 mogen de inkomens van deze categorieën niet uitstijgen boven de indexverhoging van de voorgaande 12 maanden.

6. De tantièmes, betaalbaar in 1981 mogen niet meer bedragen dan 95 pct. van die betaald voor het boekjaar 1979. Voor 1982 mag er ten hoogste een verhoging zijn in verhouding tot de index.

7. Tenslotte wordt ook ingegrepen op de aanvullende verzekeringen tegen ouderdom en vroegtijdige dood. In het ontwerp is bepaald dat de werkgeversbijdragen slechts hoger mogen zijn dan in 1980 voor zover dit nodig is om de vastgelegde voordelen te behouden. Wat meer wordt uitgegeven zal op belastinggebied niet in aanmerking kunnen komen als bedrijfslast.

Tot daar de maatregelen, die in dit ontwerp worden voorgesteld aan de Senaat.

In de bespreking in uw commissie is aandacht besteed aan de vraag of de voorgestelde matiging wel op billijke wijze is gespreid over alle groepen van de bevolking. De Eerste minister heeft daarvoor een tabel verstrekt, die aan het verslag werd toegevoegd. Deze tabel laat volgende vaststellingen toe:

1. De werknemers uit de privé-sector maken 59 pct. uit van de betrokken bevolking. Zij dragen in de gevraagde inspanningen in de sector van de sociale zekerheid 60 pct. van de lasten. In de inkomensmatiging wordt van deze groep een blokkering van de lonen op het huidige peil gevraagd met uitzondering van de indexverhoging, die behouden blijft. Daarbij mag worden opgemerkt, dat 38 pct. van deze groep beneden de inkomensgrens van 35 000 frank vallen. Voor hen gelden bijzondere maatregelen die toelaten een verhoging tot 1 pct. toe te laten, benevens het optrekken van de minimumlonen, zodat hier een verdeling van de lasten gebeurt, waarbij met de draagkracht van de betrokkenen rekening wordt gehouden.

2. De werknemers uit de openbare sector maken 23 pct. uit van de betrokken bevolkingsgroepen. Zij zullen in de sociale zekerheid voor 22 pct. deelnemen in de gevraagde inspanning. Hun bijdrage in de loonmatiging zal dezelfde zijn als in de privé-sector.

3. De zelfstandigen en vrije beroepen met 17 pct. van de bevolking komen ook voor 17 pct. tussen in de gevraagde inspanningen in de sector van de sociale zekerheid. Voor de inkomensmatiging is hier voorzien in een niet-indexering van de prestatielonen van vrije beroepen in het eerste jaar. De tantièmes worden met 5 pct. beperkt en de erelonen voor de notarissen eveneens. Voor de zelfstandige handelaars werden in geen specifieke maatregelen voorzien, omdat dit uiterst moeilijk om niet te zeggen onmogelijk is, gezien de onstabiele elementen, die hun inkomens bepalen. Hopelijk zal de prijzencommissie de gevraagde winstmarges toch bekijken in de geest van de door de regering aan alle groepen gevraagde matiging.

Anderzijds mag natuurlijk ook worden aangenomen, dat de beperking van het inkomen voor grote delen van de bevolking niet zonder gevolg kan blijven op de omzet in de sectoren van handel en diensten.

Wat is het herverdelingseffect van de voorgestelde maatregelen? Deze vraag krijgt een antwoord in de bijlage III van het verslag. De particulieren zullen door de inkomensmatiging en hogere bijdrage voor de sociale zekerheid een bedrag van 58,9 miljard inleveren. De ondernemingen krijgen door de loonmatiging en de fiscale maatregelen 34,7 miljard ter beschikking maar moeten daarvan 7,2 miljard afdragen aan hogere bijdragen voor de sociale zekerheid. Het nettoresultaat voor de ondernemingen is dus een batig saldo van 27,5 miljard. Staat en sociale zekerheid tenslotte mogen rekenen op een batig saldo van 31,4 miljard frank. Men mag dus vaststellen, dat de ondernemingen door het herstelplan een verlichting van hun produktiekosten krijgen, die het mogelijk moet maken de concurrentiekracht op te voeren en de tewerkstelling te beschermen en te bevorderen.

De zware financiële problemen van de sociale zekerheid worden door het herstelplan verlicht. Een definitieve oplossing is het evenwel nog niet naar mijn gevoelen. De inspanningen zullen moeten worden verder gezet om ons voorbeeldig stelsel van sociale zekerheid volledig in stand te houden.

Twijfels werden in uw commissie ook uitgesproken over de efficiëntie van de voorgestelde maatregelen. Zal men dit alles onder controle kunnen houden? Zal de matiging aldus niet worden beperkt tot bepaalde groepen en ongemerkt aan anderen voorbijgaan?

Toezicht en strafbepalingen komen in het ontwerp voor en de regering heeft beslist er de hand aan te houden. Toch zal deze wet, zoals elke wet trouwens, moeten kunnen rekenen op de medewerking van de bevolking om ten volle efficiënt te kunnen zijn. Wij zullen dan ook verdere inspanningen moeten doen om de bevolking te overtuigen dat matiging meer dan ooit geboden is en dat dit geldt voor allen, maar toch meer voor de welstellenden dan voor de armen.

Een belangrijk punt van de algemene bespreking is ook geweest, de vraag of de gevolgde methode in de sector van de werknemers wel de goede is. Is het wel goed de lange traditie van het overleg te verbreken door een wettelijke ingreep? Dreigt het opschorten van gesloten en bekrachtigde CAO's niet de sociale vrede grondig te verstoren en vooral het vertrouwen in deze overeenkomsten te schokken voor lange tijd?

De Eerste minister heeft gewezen op de inspanningen van de regering om door overleg te komen tot hetzelfde resultaat. Hij onderstreepte, dat zelfs nu nog het ontwerp de mogelijkheid daarvoor openlaat. Een interprofessionele overeenkomst met gelijkwaardig resultaat vóór 15 februari aanstaande kan nog steeds in de plaats komen van de wettelijke maatregelen. Hopelijk kan dit nog gebeuren, want een verstoring van de sociale vrede zou de verhoorde gevolgen van de matiging ernstig in het gedrang kunnen brengen. Wij moeten dan ook de wens uitspreken, dat alle sociale partners zich bewust zullen zijn van de noodzaak om de sociale vrede in stand te houden. Pas dan zullen we ten volle de vruchten kunnen plukken van de matiging. Kunnen en mogen zij verder de bal naar elkaar blijven toespelen als daardoor de werkgelegenheid nog zwaarder wordt bedreigd en de concurrentiekracht van de ondernemingen verder afbrokkelt? Mag het land van hen niet verwachten, dat de toekomst van ons volk zwaarder doorweegt dan het gelijk of het ongelijk v... nken?

Wat wij nu nodig hebben is nog niet eens een zware aanslag op de voorrechten van sommige groepen, alleen een bescheiden matiging van de verdere groei ervan.

Maar wat zal er nodig zijn wanneer we nu mislukken? Zullen dan niet alleen de bevoorrechten in het gedrang komen maar wellicht ook degenen, die van de welvaartsstaat nog maar alleen de uiterlijke praal kunnen zien? Zullen dan niet precies de zwaksten het grootste slachtoffer zijn?

Daarmede heb ik u voldoende geschetst, wat het ontwerp inhoudt en welke de bedenkingen waren in uw commissie. Voor de rest mag ik verwijzen naar het gedrukte verslag.

Uw commissie heeft het ontwerp goedgekeurd met 16 stemmen tegen 1. Een ruime meerderheid bijgevolg, die ongetwijfeld ook in de Senaat aanwezig zal zijn.

Mocht ook een even ruime meerderheid van onze bevolking achter het herstelplan staan, hoe weinig aangenaam de voorgestelde maatregelen ook zijn. Stellig is dit plan niet volmaakt, wellicht is het niet voor het volle pond een rechtvaardige verdeling volgens draagkracht. Tradities worden erdoor gebroken en het lost niet alles op. Maar het heeft de verdienste de dingen niet op hun beloop te laten. Hiermee wordt de zwenking ingezet: mocht de bocht, die we moeten nemen, niet al te scherp zijn. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Waltniel.

De heer Waltniel. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Eerste Minister, Heren Ministers, geachte collega's, vandaag bespreken wij het ontwerp van herstelwet inzake inkomensmatiging, dat zowat het sluitstuk is of zou moeten zijn van het hele herstelbeleid.

Wanneer men al de verklaringen analyseert die links en rechts worden afgelegd, wanneer men de dramatische evolutie nagaat van de verschillende economische indicatoren, moet men wel tot het besluit komen dat iets moet worden gedaan. Op 15 januari jl. 384 681 volledige geregistreerde werklozen, dit is 9,3 pct. van de actieve bevolking, of 14 pct. van de tegen werkloosheid verzekerde bevolking, een werkelijke werkloosheid die veel hoger ligt, een begrotingstekort van circa 200 miljard voor 1981 en een te financieren saldo van ongeveer 375 miljard, een tekort op de betalingsbalans van zoveel honderden miljarden, een renteniveau van 14,25 pct. voor de bouw en de investeringen en van 17 pct. à 18 pct. voor de kaskredieten, dit alles zijn fenomenen welke geen enkele economie kan blijven dragen.

In 1980 werden in het *Staatsblad* 3 519 faillissementen gepubliceerd tegen 2 921 in 1979 en 2 789 in 1978.

Te hoge werkloosheid, tekort op onze betalingsbalans, gedeeltelijk het tekort op de staatsbegroting, faillissementen, dit alles vindt zijn eerste oorzaak in het feit dat onze bedrijven niet meer draaien, dat onvoldoende economische rijkdom wordt geschapen. Als daarbij dan de koopkracht op niveau wordt gehouden, zowel van Staat als van gezinnen, dan ligt het voor de hand dat wij in dit land «boven onze stand leven». Het tekort op de belastingsbalans is een van de tekenen dat wij, macro-economisch gezien, in ons land inderdaad boven onze stand gaan leven.

Men zou dus inderdaad kunnen pleiten voor een algemene inkomensmatiging, als middel tot bestrijding van de economische recessie en van het tekort op de overheidsbegroting. Men zou op die manier de internationale mededingingskracht, de slagvaardigheid van de ondernemingen en de werkgelegenheid kunnen verbeteren, wat tot minder import en meer export zou leiden en dus onze belastingsbalans zou ten goede komen.

Ik vertel niets nieuws wanneer ik zeg — het staat op zoveel bladzijden geschreven — dat België momenteel de hoogste loonkost heeft ter wereld. Onze relatief gunstige positie inzake produktiviteit kan hier volledig noch voldoende worden gecompenseerd. Ik herhaal, onze produktiviteit is heel gunstig maar onze loonkost ligt nog hoger zodat wij, of wij willen of niet, een politiek van matiging moeten voeren. Principieel kunnen wij akkoord gaan met een effectieve rechtvaardige vorm van inkomensmatiging. Evenwel, als men de wet goed leest en vooral als men de documentatie die ons ter hand werd gesteld, goed inkijkt, dan valt te vrezen dat een verkeerde richting werd ingeslagen en dat de effecten van de inspanningen die 'ans aan alle lagen van de bevolking worden gevraagd, niet zullen opwegen tegen het beperkte resultaat dat mag worden verwacht.

Volgens de tabel die ons door de Eerste minister werd bezorgd betreffende het herverdelingseffect van het herstelplan in 1981, zal dit jaar 58,9 miljard gevraagd worden van de particulieren. Van deze 58,9 miljard komt amper 27,5 miljard het bedrijfsleven ten goede — minder dan de helft dus — terwijl 31,4 miljard in de ruif van de Staat terecht komt en dus moet dienen om het begrotingstekort aan te zuiveren.

Deze 31,4 miljard zal aldus niet ten goede komen aan het herstel van de rendabiliteit der ondernemingen en dus geen invloed uitoefenen op de economische groei en de tewerkstelling. De vraag kan dan ook onmiddellijk worden gesteld, waarom de Staat niet mede doet aan de matigingspolitiek. Indien de Staat de helft van de inspanningen zou hebben gedaan van wat aan de particulieren wordt gevraagd, dan zou de 58,9 miljard volledig aan de ondernemingen kunnen worden toegekend, met al de gunstige gevolgen die op het gebied van hun concurrentiepositie, de rendabiliteit, de tewerkstelling enzovoorts zouden kunnen worden verwacht. Waarom moet de burger matigen en inleveren en niet de Staat? Het gaat hier om een fundamentele optie die van wezenlijk belang is voor de verdere uitbouw van een doelmatig en rechtvaardig herstelbeleid.

Een tweede opmerking is dat men de zaken in een verkeerd daglicht stelt wanneer men beweert dat aan het bedrijfsleven een tegemoetkoming van 27,5 miljard wordt toegekend. De waarheid is dat dit bedrijfsleven in 1981 tegen een bijkomende last van zowat 60 miljard zal moeten opkijken, wat in een periode van nulgroei volkomen onverantwoord is. Het effect van de matigingswet op dit vlak is dat het bedrag met 25 miljard zal worden verminderd, vermits de bedrijven volgens het wetsontwerp 25 miljard toebedeeld krijgen. Er blijft echter een supplementaire last van 35 miljard. In de economische en financiële week- en dagbladers leest men dan ook op verscheidene plaatsen zaken zoals:

«De zuurstof die men aldus aan het economisch leven wil geven zal hoogstens de achteruitgang van de economie ietwat kunnen matigen, maar in geen enkel geval ongedaan maken. Het lijkt verkeerd te spreken over «het toedienen van zuurstof». De werkelijkheid is dat de regering haar roofofbouw op de ondernemingen alleen maar wat matigt, door een operatie die de staatskas zo'n 30 miljard vers geld opbrengt.»

Ik meen dat deze twee fundamentele opmerkingen, die zich situeren op het macro-economisch vlak, reeds voldoende zijn om een volkomen negatief oordeel uit te brengen over de vorm van matigingspolitiek die ons wordt voorgesteld.

Ik zal mij thans beperken tot enkele beschouwingen over de tekst zelf van het ontwerp.

In de eerste plaats zal de loonmatiging in de privé-sector weinig worden gevoeld in de arbeidsintensieve bedrijven, die het vandaag de dag het moeilijkst hebben en die ook het meest behoefte hebben aan een verbetering van hun kostenstructuur. Het zijn niet de kapitaal-

tensieve bedrijven, met doorgaans een hoger loonniveau, die het dringendst behoefte hebben aan een soelaas op dit stuk. De 3 miljard die de KMO's zal ten goede komen, zal niet voldoende zijn om de concurrentiepositie van deze ondernemingen te herstellen. Daarbij komt dat de voorgestelde techniek, namelijk reservevorming en aanwending met vakbondszenen en zelfs storting in een door de overheid beheerd fonds, niemand in het bedrijfsleven voldoende schenkt en kan schenken. De uiteindelijke kostenstructuur wordt hierdoor immers niet gedrukt.

De ondernemingen moeten de loonsverhogingen die opgenomen zijn in de CAO uitbetalen, ook al wordt die CAO geschorst. Die loonsverhogingen zullen worden gestort in een speciaal fonds of afzonderlijk worden geboekt. Over dat bedrag kan de onderneming uiteraard niet vrij beschikken.

Het volstaat voor de vakbondsafvaardiging op het vlak van het bedrijf en het paritair comité het been stijf te houden en geen akkoord te geven over de aanwending ten gunste van bedrijfsinvestering, opdat die bedragen zouden worden gestort in een fonds en als een rijpe vrucht aan de overheid ten deel vallen. En wie de chronische geldbehoefte van de overheid kent, maakt zich niet de minste illusies meer over de uiteindelijke bestemming van de reserve. Ik wil graag deze mogelijke tactiek ontzenuwen door een amendement in te dienen, waarbij het akkoord van de ondernemingsraad of van de syndicale afvaardiging wordt vervangen door een advies.

Het is trouwens verscheidene leden van de meerderheid ontgaan dat men hier in feite en in alle stilte de adviesmacht van de ondernemingsraad uitbreidt tot een medebeslissingsmacht. Wij zijn niet gekant tegen een formule van medebeheer — en de liberalen waren trouwens tot op heden de enigen om dit in een concreet wetsvoorstel te vertalen —, maar dan moet men ook de medeaansprakelijkheid uitvoeren zonder welke medebeheer onverantwoord is.

Medebeheer en medeverantwoordelijkheid zijn twee begrippen die met elkaar moeten verbonden worden, wil men niet op één of andere manier in een vorm van anarchie terechtkomen.

In de tweede plaats is het belangrijk na te gaan welke de invloed is van de inkomensmatiging op het binnenlands verbruik. Hierbij vertrekken van de vaststelling dat vooral de sectoren van gezinsinvesteringsgoederen of duurzame verbruiksgoederen produceren, zoals gebouwen, auto's, huishoudapparaten en meubelen het zwaarst te kampen hebben met afzetmoeilijkheden, terwijl de gewone dagelijkse consumptie nog vooruitgaat. Ook hier is de beoordeling negatief: de gezondmaking van de sociale zekerheid wordt essentieel betaald door de kaders en de middengroepen, die het volle gewicht van de matiging krijgen en hun fiscale situatie zien verslechteren. En het zijn precies die groepen die relatief het grootste deel van de huishoudelijke investeringsgoederen opnemen, zodat hier van een verbruiksstimulus niet kan worden gesproken. Integendeel zelfs, want dit beleid dreigt de inspanningen die worden of werden gedaan in de bouwsector gewoon te neutraliseren.

Het enige gunstige gevolg van de matiging voor het binnenlands verbruik kan zich dus situeren op het vlak van de primaire consumptie, dank zij de bescherming van de lagere looninkomens, maar iedereen die iets van economie afweet zal u dadelijk zeggen dat de multiplier- en acceleratoreffecten in deze consumptiesectoren tamelijk beperkt en klein zijn.

In de derde plaats is er de loonmatiging in de overheidsdiensten. Het is duidelijk dat de regering hier om politieke redenen een parlementaire rugdekking wil, want principieel is de ingreep van de wetgever niet vereist om de materie van wedden en lonen in overheidsdienst te regelen. Het ganse pecuniair statuut is trouwens bij eenvoudig koninklijk besluit geregeld. Het effect hiervan zou positief kunnen zijn indien hierdoor het tekort op de lopende verrichtingen van de begroting wordt verminderd. Maar opnieuw moet ik vaststellen dat zulks een maat voor niets wordt. In de gebruikte techniek is het immers zo dat de verhoopte besparing van 1,8 miljard ten goede komt van de ordonnancerende uitgavenbegroting, maar nergens blijkt dat de in deze begrotingen gevraagde kredieten ook reël zullen ingekrompen worden. Het gevaar is bijgevolg zeer groot dat binnen de departementen via het spel van de kredietverminderingen en -verhogingen dit bedrag uiteindelijk voor andere doeleinden zal worden aangewend.

Tenslotte nog een beschouwing. Meermaals werd in de commissie beklemtoond dat het behoud van de sociale vrede voor het bedrijfsleven een voordeel is dat niet te betalen is. Ik ben het daarmee eens. Maar ik zou durven te zeggen dat die sociale vrede van belang is, niet enkel voor het bedrijfsleven, doch ook voor de werknemers en voor het ganse land. Een matigingswet is een zeer delicate aangelegenheid. Iedereen wil dat er gematigd wordt, eerst en vooral bij zijn buur. Wij weten dat het in die omstandigheden uiterst moeilijk is — en u hebt

Mijnheer de Eerste Minister, een inspanning gedaan — om én de ondernemers, én de vakbonden, én de middenstand tot een akkoord te brengen. Wij onderschatten de moeilijkheid zeker niet, maar wij stellen echter vast dat met het huidige wetsontwerp niemand tevreden is.

De heer Martens, Eerste Minister. — Dat is altijd zo.

De heer Waltniel. — De reacties bij de vakbondskringen komen stilaan los. Dat stelt men vast als men naar de nieuwsberichten luistert of de krant leest. Links is mistevreden. Rechts is mistevreden. Ook ondernemers en kaderleden stemmen niet in met wat wordt voorgesteld.

Mijnheer de Eerste Minister, u zult zeggen, en het is een gemakkelijke redenering, dat zulks bewijst dat men iedereen pijn doet en dat men dus op het juiste pad is.

Waarom in die omstandigheden niet onmiddellijk maatregelen genomen die ook algemene ontevredenheid zouden hebben verwekt, maar die ten minste voldoende efficiënt zouden zijn en hun doel zouden hebben bereikt?

In onze buurlanden, onder meer in Nederland, is men veel verder gegaan en heeft men dat durven te doen omdat daar de regeringen hun verantwoordelijkheid hebben opgenomen.

Waarom niet onmiddellijk het probleem van de sanering der overheidsfinanciën aangevat, overheidsfinanciën wier rampzalige toestand voorzeker één der belangrijkste oorzaken is van het feit dat wij in België de crisis veel sterker aanvoelen en dieper ondergaan dan in de ons omliggende landen. De Eerste minister en de minister van Financiën hebben reeds meermaals verklaard dat wat vóór Pasen uit de bus zal komen heel wat anders zal zijn dan wat wij thans te verwerken krijgen.

Hopelijk worden het geen vijgen na Pasen!

Aan het essentiële, namelijk de beperking en de sanering der staatsuitgaven en de vermindering van de kosten en lasten der ondernemingen is men hier andermaal voorbijgegaan.

Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, ik zou nog kunnen doorgaan en aantonen dat ook in de andere hoofdstukken van het ontwerp, de matiging een slag in het water is, maar ik dacht dat deze toelichting wel kan volstaan om de neen-stem van mijn fractie en van mijzelf te verantwoorden. *(Applaus op de liberale banken en op de banken van de Volksunie.)*

M. le Président. — La parole est à M. Hanin.

M. Hanin. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, au nom de mon groupe, je désire m'exprimer au sujet des projets que nous discutons aujourd'hui, qui revêtent une importance que ne révèle pas l'assistance clairsemée à cette séance.

Ainsi que les autres projets qui nous ont été présentés, nous voterons celui-ci et je voudrais vous en donner les raisons.

Nous avons suivi avec beaucoup d'intérêt, et nous n'avons pas été les seuls, les efforts accomplis par le gouvernement au cours des derniers mois et des dernières semaines, afin de trouver une solution aux problèmes que connaît ce pays. Personnellement, et mon avis rejoint assurément celui de beaucoup, je crois que ces problèmes sont extrêmement graves, tant sur le plan des finances publiques que sur ceux de l'emploi et de la situation de notre industrie.

Les prophètes de malheur ont eu raison hélas, et je vois avec effroi s'effondrer en certains endroits des pans entiers de notre économie. Un gouvernement qui, dans de telles circonstances, ne proposerait pas des mesures fondamentales et ne serait pas disposé à les maintenir contre vents et marées ne ferait pas son devoir.

A l'heure actuelle, je constate que les structures vieilles de notre industrie disparaissent sans que l'on voie très bien par quoi les remplacer. Mais ce qui m'inquiète surtout, c'est de voir s'installer dans ce pays un climat de pessimisme et de morosité et s'aggraver un climat social qui ne fait que rendre plus difficile la rénovation indispensable. Certaines provinces, régions ou communes, voient des entreprises occupant plusieurs milliers de travailleurs diminuer ou disparaître purement et simplement. Je comprends que la population de régions tellement touchées par la récession se laisse aller au découragement. Le fait que le climat créé par la disparition d'entreprises rende plus difficile encore le maintien des autres ou leur remplacement éventuel, accroît davantage la gravité de la situation. Devant la triple nécessité de la restauration de nos finances publiques, du redressement de notre balance des paiements et de notre rénovation industrielle, le gouvernement a adopté, à mon avis, la seule attitude possible.

J'ai écouté attentivement l'intervention de M. Waltniel et je voudrais donner mon sentiment à son égard. Il est bien évident que pour atteindre les résultats visés, une modération salariale est indispensable.

En réalité, je constate qu'un double grief contradictoire est fait au gouvernement.

Certains lui reprochent de régler par la loi ce qui est le jeu normal de la concertation sociale.

Il est évident que, dans la mesure où la voie de la concertation sociale permettrait, en matière de traitements et de salaires, de rétablir les conditions nécessaires au redressement de notre économie, les hommes politiques ne devraient pas s'en mêler. Nous avons toujours pensé et considérons encore que tous les efforts doivent être faits pour arriver au résultat voulu par un accord des parties concernées. Mais vouloir que le gouvernement et le pouvoir politique restent les bras croisés devant l'échec, passé ou peut-être futur, de la concertation sociale, c'est mener la politique au fil de l'eau, autrement dit, ne plus avoir de politique du tout, ce qui est bien la dernière des choses.

Il est normal que, dans une situation comme celle que nous connaissons, le gouvernement dise qu'il a une politique et un objectif à atteindre.

Inversement, dire qu'on se moque du Parlement ou du pouvoir politique parce qu'il est prévu dans le projet, à tort selon certains, qu'en cas de concertation sociale les dispositions qui nous sont soumises seraient inutiles, me paraît être une aberration. Il est normal que le pouvoir politique intervienne dans la mesure où l'accord social n'intervient pas. De même, si l'on atteint le résultat escompté par l'application de la loi, les termes de l'accord social ne devraient plus jouer. Mais j'entends dire clairement au gouvernement qu'il ne peut évidemment s'agir de n'importe quel accord et qu'il est comptable devant nous de son approbation éventuelle du type de convention qui interviendrait au terme de la consultation sociale.

Cela dit, j'ai entendu d'autres attaques contre les mesures proposées. Il y a quelques instants, M. Waltniel nous disait qu'elles étaient insuffisantes. Il a peut-être raison, mais si le gouvernement nous proposait maintenant le type de mesures envisagées aux Pays-Bas, il nous dirait aussi que c'est trop ou trop peu, puisqu'il est dans l'opposition.

M. Waltniel. — Le gouvernement doit nous présenter quelque chose de valable.

M. Hanin. — Je ne prétends pas que les partis qui constituent l'actuelle majorité aient le monopole de la vertu. Je n'irai pas non plus jusqu'à dire qu'à votre place, nous ne ferions pas la même chose. Je déplore seulement qu'il en soit ainsi. Il est regrettable qu'au moment où le pays tout entier, du nord au sud, dans toutes les classes de la population, se trouve dans une situation aussi difficile, l'on ne puisse recueillir l'accord des gens de bonne volonté, tant de la majorité que de l'opposition.

Autant il me paraît justifié dans votre chef de présenter des amendements en vue d'améliorer ce que vous considérez comme mauvais ou insuffisant, autant il me semble absurde de refuser les mesures proposées parce qu'elles sont insuffisantes, autrement dit, de ne rien vouloir du tout parce qu'on n'a pas tout le gâteau désiré.

Par ailleurs, il y a ceux qui trouvent que les mesures envisagées sont excessives ou injustes. Nous assistons dans le pays à toute cette agitation qui a pour but de faire croire à plusieurs catégories de gens, d'ailleurs très différentes, qu'elles sont les seules vraiment visées, les seules victimes de l'opération.

Je crois personnellement que cette loi contient des imperfections et qu'il est impossible, à l'heure actuelle, de prendre des dispositions, nécessairement d'ordre général, sans que, sur tel point ou tel autre, certaines ne soient pas parfaitement adaptées aux situations concrètes existantes. Les nombreuses questions posées au cours de ce débat ou en commission prouvent qu'incontestablement certains problèmes n'ont pas été réglés comme ils devraient l'être.

Je dis néanmoins que c'est une attitude facile que celle de faire croire à certaines catégories de la population qu'elles sont les seules visées par les mesures en question et que, sous le prétexte que les autres catégories ne sont pas touchées, elles doivent refuser ce qui est proposé. Chaque fois que j'ai vu refuser des sacrifices par certains, j'ai entendu les mêmes arguments et remarqué la même attitude. Il n'est pas vrai que ce sont les plus faibles et les plus malheureux qui sont atteints. Il est vrai que l'article 2, paragraphe 2, de la loi exempte des mesures prévues par l'article 1^{er} les revenus inférieurs à 35 000 francs. Il est vrai également que les revenus de toute sorte sont atteints; il est vrai que, de manière générale, on applique les

mesures prises contre les plus hautes pensions et que nous avons voté ici, il y a quelques jours, une disposition constitutionnelle permettant de mettre fin à la situation actuelle en matière d'éméritat.

M. de Wasseige. — Et les allocations de chômage?

M. Hanin. — Bien sûr, Monsieur de Wasseige. Il est évidemment facile de parler des allocations de chômage. Mais êtes-vous également contre les mesures envisagées pour mettre fin aux abus en matière de chômage, que tout le monde connaît? Croyez-vous vraiment que la population ne soit pas d'accord à ce propos?

J'ai également entendu dire que les indépendants, par exemple, n'étaient pas touchés. Je vous fais observer que la loi prévoit des mesures concernant les professions libérales dont les honoraires sont fixés par des barèmes.

Pour les indépendants, rien n'est prévu. Nous savons très bien, en effet, que le montant des revenus de l'indépendant ou du petit commerçant dépend directement de l'activité générale, qu'il augmente ou diminue en fonction de la prospérité du pays. Nous savons très bien aussi que parmi les gens malheureux, à l'heure actuelle, se trouvent des indépendants qui ont fait faillite en raison de la situation déplorable que nous connaissons et qu'ils ne bénéficient même pas d'allocations de chômage, Monsieur de Wasseige.

M. de Wasseige. — C'est insuffisant.

M. Hanin. — Attendez que j'en aie terminé, Monsieur de Wasseige. Vous dites que c'est insuffisant avant même de savoir ce que je vais ajouter. Estimez-vous cette attitude raisonnable et rationnelle de la part d'un intellectuel comme vous? Je m'en étonne — je poursuis.

L'essentiel, en réalité, est de sauver l'emploi actuel et futur. Il faut sauver également les plus malheureux, c'est-à-dire le nombre incroyable de chômeurs que nous comptons en ce moment, les petits pensionnés, les clients des centres publics d'aide sociale. Si nous n'arrivons pas à redresser notre activité industrielle, à rééquilibrer notre balance des paiements et à faire en sorte que nous redevenions compétitifs, nous serons demain incapables d'assurer à tous ces gens un minimum de moyens d'existence.

C'est pourquoi j'estime qu'il faut accepter les propositions avancées par le gouvernement, même si elles sont imparfaites à certains égards. Je me demande d'ailleurs si les opposants à ces mesures sont capables d'en proposer d'autres susceptibles de recueillir un accord suffisamment large pour être appliquées.

En effet, il ne suffit pas d'établir des plans admirables qui, dans l'abstrait, permettraient de redresser notre économie, encore faut-il proposer des mesures susceptibles de rencontrer dans le pays et notamment au niveau politique qui doit décider, un appui suffisant. Ceux qui, à l'heure actuelle, essaient de faire échouer ce plan ont tort, à mon sens.

Je terminerai en soulignant le fait qu'il est absolument indispensable de rétablir, dans notre pays, sur le plan social un consensus suffisant sans lequel rien ne pourra être fait.

Je déplore que nous ne soyons pas arrivés à nous mettre d'accord les uns par timidité, les autres parce qu'animés d'un esprit de doctrine ou de système, sur une réforme de l'entreprise qui permette aux travailleurs qu'elle occupe et qui sont dès lors les premiers concernés, de prendre conscience qu'il s'agit, en l'occurrence, de leur affaire. Il importe, en effet, qu'ils sachent ce qui s'y passe, qu'ils soient capables d'en influencer le cours et de faire en sorte que la situation s'améliore.

Pour en revenir aux projets qui nous sont soumis, il est, bien entendu, facile d'arborer un sourire sceptique et de proposer aux intellectuels des solutions réalisables en théorie. Je n'ai, par contre, entendu personne avancer une solution qui puisse être appliquée et recueillir une large approbation.

Il faut dès lors, pour le moment du moins, faire ce qui peut être fait et adopter les projets qui nous sont soumis. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Egelmeers.

De heer Egelmeers. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Eerste Minister, Mijnheer de Minister, geachte collega's, het ontwerp dat wij hier thans bespreken, is werkelijk de pijler van de verschillende luiken die in het kader van het herstel en de matiging bij de Kamer werden ingediend. Het ontwerp van herstelwet inzake inkomensmatiging is als het ware het hart — dat naar ik hoop nog klopt — van de maatregelen om tot matiging te komen in dit land. Wij aanvaarden principieel dat het land behoefte heeft aan matiging op verschillende

terreinen, maar de Senaat zal moeten aannemen dat wij, Vlaamse socialist, eraan hechten dat bij de toepassing van de ontwerpen, het bewijs wordt geleverd dat die matiging gespreid is over alle lagen van de bevolking. Dit is noodzakelijk om een klimaat te scheppen waarin de matiging wordt beschouwd als een spontane inbreng van gans de bevolking om uit de zeer moeilijke situatie te geraken waarin wij ons thans bevinden. Wij zullen dit ontwerp vanuit technisch oogpunt benaderen en tevens op juridisch vlak onze gevoelens uiten ten opzichte van de collectieve arbeidsovereenkomsten die toch wel de slagader zijn van dit ontwerp.

Ik heb hier reeds meermalen horen verklaren dat wij in een rechtsstaat leven, dat dit verplichtingen meebrengt en dat een bepaalde lijn moet worden gevolgd. Het valt ons dan toch moeilijk in de tekst van dit ontwerp te moeten vaststellen dat de lopende collectieve arbeidsovereenkomsten worden verbroken onder de motivering van matiging. Het gaat hier echter om een belangrijk onderdeel van het arbeidsrecht dat wel in zekere mate ook in onze buurlanden bestaat, maar dat niet kan worden vergeleken met wat juristen het klassieke of conventionele recht zouden noemen. De wet van 5 december 1968 was een mijlpaal in het arbeidsrecht waarin, buiten het kader van contracten en overeenkomsten, op het sociaal terrein collectieve arbeidsovereenkomsten werden in het leven geroepen die het resultaat zijn van overleg tussen minstens twee partijen, zij het binnen onze gekende overlegstructuren, de sociale partners, werkgevers- en werknemersafgevaardigden.

Ik kan het moeilijk aanvaarden dat de lopende CAO's op 1 januari 1981 onuitvoerbaar worden verklaard op het stuk van de lonen en andere voordelen in de breedste zin van het woord. Inderdaad, deze overeenkomsten zijn het resultaat geweest van langdurige en diepgaande en soms harde onderhandelingen, waarbij de ene partij denkt aan de kostprijs en de andere partij aan wat zij maximaal kan bekomen. Ik beperk mij tot die partij die moet weten — en ze weet dat vooraleer een handtekening wordt geplaatst onder de CAO — wat de kostprijs is van die overeenkomst op het vlak van de ondernemingen en hoe die kosten moeten worden verhaald in het beheer van de onderneming. Het lijkt mij belangrijk dit te onderstrepen omdat ook deze partij, de werkgevers dus, ervaren wat de stopzetting van de CAO voor hen betekent, zij het dan in gunstige zin. Vaak worden collectieve arbeidsovereenkomsten afgesloten voor twee jaar. De gevolgen van de CAO's die werden afgesloten in de loop van 1978 konden voor werkgevers en werknemers dan ook nog redelijk goed worden becijferd.

Er moet ook een onderscheid worden gemaakt tussen de CAO's die afgesloten werden op het vlak van de sectoren, dus in het kader van de gekende paritaire comités, en die welke een weerslag kunnen hebben op een eventueel matigingsbeleid. Persoonlijk betwijfel ik ten eerste dat de stopzetting van de CAO's zoveel zal opbrengen als men ervan verwacht. Dit is een reden te meer — en dan heb ik het niet over het juridische aspect, maar veeleer over de klimaatvorming tussen de partijen die elkaar dagelijks ontmoeten, namelijk de werkgever of zijn afgevaardigde en de werknemer — waarom deze maatregel moeilijk kan worden aanvaard.

Het is een gangbare en in de praktijk omgezette theorie dat de structuur van de CAO bijdraagt tot het behouden van de sociale vrede, dit tijdens de duur van de CAO en voor de punten die erin werden genecogiceerd. Indien sommige partijen zich verzetten en trachten de sociale vrede te verstoren, dan is dit het gevolg van de inschrijving van artikel 2 in het ontwerp van herstelwet inzake inkomensmatiging. Wij moeten dan daaruit de nodige conclusies trekken.

Ik wil nog even uitweiden over een ander aspect van het ontwerp, namelijk over de technische structuur ervan. Soms spreekt men over een CAO *tout court*, dan weer over een CAO die bindend moet worden verklaard en dan weer, in artikel 4, onder het recht van toezicht van de werkgevers, over een CAO die moet worden neergelegd en geregistreerd ter griffie van de Dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen.

Het advies van de Raad van State is niet erg uitvoerig. De Raad van State heeft zich namelijk beperkt tot de vaststelling dat het Nationaal Parlement bevoegd is en niet de gemeenschapsraden, maar hij heeft met geen enkel woord gespecificeerd of het in het ontwerp gaat om een collectieve arbeidsovereenkomst zonder meer, een bindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst of een collectieve arbeidsovereenkomst ingediend en geregistreerd bij de griffie van de bevoegde dienst.

Ik vraag me af, Mijnheer de Eerste Minister, wat de bedoeling is in dit opzicht, vooral met het oog op de praktijk. Op de resultaten komt het aan. Het doel van het project is tot een rechtvaardige inkomensmatiging te komen.

Mijnheer de Eerste Minister, wanneer de beperkingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten, zelfs van die welke reeds in uitvoer-

ring zijn, niet het beoogde resultaat zouden opleveren — omdat de geïnteresseerden niet bereid zijn ze bindend te verklaren of ze te laten registreren — moeten wij de moed hebben dit toe te geven hoe goed bedoeld de maatregelen ook zijn. Reeds na korte tijd moeten wij dit kunnen vaststellen. Op dat ogenblik moeten wij een stap terug durven te zetten en andere maatregelen overwegen, opdat wij opnieuw tot een gezond arbeidsklimaat komen. Immers, werkgevers en werknemers moeten op een serene manier kunnen samenwerken om hun bedrijf en hun sector opnieuw welvarend te maken. Daartoe is sociaal overleg nodig tot voordeel van beide partijen, zoals blijkt uit de ondervinding van vele jaren.

Soms krijgt men de indruk dat de collectieve arbeidsovereenkomst wordt voorgesteld als een middel om alleen maar één van de ondertekenende partijen alle voordelen te geven. Dit is nooit de bedoeling geweest van de wetgever en ik verwijs niet alleen naar voorbeelden in ons land, maar ook naar voorbeelden in de ons omringende landen. Een collectieve arbeidsovereenkomst betekent een eindpunt in sociaal overleg.

Mijnheer de Eerste Minister, hoef ik er nog aan toe te voegen dat wij, Vlaamse socialisten, veel verwachten van een centraal interprofessioneel akkoord dat de sociale partners nog, vóór 15 februari, zouden kunnen sluiten. Dat zou de zaken enigszins wijzigen en duidelijkheid verschaffen, niet in het belang van één enkele partij, maar in het belang van al degenen die betrokken zijn bij het economisch herstel van dit land.

Mijnheer de Eerste Minister, wij vragen ook dat u ons zou meedelen welke gevolgen de niet-toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomsten zou hebben op de inkomensmatiging. Dat lijkt ons belangrijk. Wij moeten inderdaad kunnen oordelen of het al dan niet gewenst is een einde te maken aan de onsympathieke maatregel inzake de collectieve arbeidsovereenkomsten.

Het zijn de werknemers- en werkgeversorganisaties, die met kennis van zaken en volgens de overlegprocedure, inhoud kunnen geven aan de collectieve arbeidsovereenkomsten die zij voor beide partijen aanvaardbaar achten.

Een collectieve arbeidsovereenkomst is een compromis, waarbij niemand volledige voldoening krijgt.

Het wordt tijd dat juist met die waarde die wij bij wet aan deze overlegprocedure hebben gegeven, in deze moeilijke tijd rekening wordt gehouden, meer nog dan het geval was tijdens de *golden sixties* en de uitlopers ervan in de jaren 70.

Mijnheer de Eerste Minister, de Vlaamse socialisten zijn zich bewust van de inspanning die wordt gevraagd en zullen het ontwerp goedkeuren. Wij hopen evenwel dat wij elkaar in de parlementaire commissies of in de openbare vergadering over enkele weken zullen terugzien om uit te maken of wij met betrekking tot de collectieve arbeidsovereenkomsten de goede weg zijn ingeslagen. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, depuis que nous subissons les effets de la crise, nous avons connu diverses lois baptisées de relance, anticrise ou de redressement budgétaire, et, cette fois, il s'agit d'une loi de redressement.

En fait, toutes ces lois successives n'ont rien arrangé. La situation économique s'aggrave, les finances publiques sont de plus en plus obérées, les dépenses s'accroissent considérablement, la balance des paiements se détériore de plus en plus et la rénovation de notre appareil industriel est en panne.

Quels remèdes propose-t-on, non seulement dans le projet de loi très précis qui est en discussion cet après-midi mais dans l'ensemble des huit projets qui nous ont été soumis? La modération des revenus et même plus puisque, cet après-midi plus particulièrement, c'est un blocage pur et simple des revenus qui est envisagé. J'y reviendrai tout à l'heure.

M. Martens, Premier Ministre. — N'omettez pas de parler des trois exceptions qui sont prévues: les revenus de moins de 35 000 francs, le salaire minimum et le maintien de l'indexation.

M. de Wasseige. — J'y viendrai, Monsieur le Premier Ministre.

On se trouve, disais-je, devant un blocage effectif des revenus réels puisqu'ils ne font que suivre l'évolution de l'index.

Compte tenu de la situation dans laquelle nous nous trouvons, on peut se demander si de telles mesures vont améliorer l'état des finances publiques, redresser la balance des paiements, réduire les taux d'intérêt, qui sont catastrophiques tant pour les entreprises que pour les particuliers, et conduire à une rénovation de notre appareil industriel.

La réponse est manifestement négative. En effet, je ne vois pas par quel moyen on pourrait expliquer qu'en réduisant les revenus, en les limitant et même en les bloquant, on va effectivement résoudre les problèmes majeurs de l'économie belge, problèmes qui se posent en termes de maintien de l'emploi et de reconversion industrielle.

Il est clair qu'au contraire, une politique de modération des revenus ne peut avoir qu'un effet déflatoire à l'heure actuelle, c'est-à-dire qu'elle ne peut que réduire encore la demande intérieure qui s'affaiblit déjà en raison des circonstances économiques.

La pression que va exercer cette loi sur les revenus entraînera nécessairement une contraction supplémentaire de la demande intérieure, avec tout le cortège que cela suppose: fermetures d'entreprises, difficultés pour les indépendants et les intermédiaires. Finalement, cette loi ne peut aboutir qu'à un seul résultat: l'accroissement du chômage. Voilà ce que dissimulent de telles mesures!

On dit qu'il faut alléger les charges des entreprises. La loi de redressement comporte une série de mesures favorables, en principe, à cet allègement: On y fait de fameux cadeaux aux entreprises! Faut-il croire que limiter l'accroissement des salaires et des traitements pour deux ans va diminuer les charges des entreprises? On pourrait le penser à première vue en se basant sur les statistiques du coût horaire moyen dans l'industrie. On prétend que, malgré la situation économique difficile de ces dernières années, ce coût moyen horaire augmente encore. En fait, il s'agit d'une illusion, si l'on considère la manière dont ce coût est calculé.

Dans la mesure où l'on a procédé, au sein des entreprises, à une série de rationalisations, de modernisations et de mécanisations, on a éliminé des emplois. Lesquels? Les emplois de manœuvres, les emplois les moins bien qualifiés. Mon expérience industrielle m'aide à comprendre cet aspect des choses.

Dans les secteurs industriels qui ont subi de plein fouet l'impact de la crise — j'y reviendrai —, les entreprises qui ont disparu, en premier lieu, sont celles qui occupaient une main-d'œuvre relativement bon marché. C'est le cas du secteur de la confection et du textile.

Notre évolution économique industrielle a pour effet que, de plus en plus, ce sont les bas salaires qui disparaissent sans pour autant que les autres augmentent. Certes, la moyenne des salaires est en augmentation et l'on est tenté de tirer aujourd'hui de cet indice des conclusions radicalement fausses, à savoir que les plus hauts salaires sont en augmentation constante, que nous sommes le pays le plus bénéficiaire de ces salaires et qu'il faut donc appliquer une politique de modération salariale. Or, cette politique s'avère absurde au plan économique et injuste à l'égard des travailleurs — surtout les jeunes — qui ont choisi d'exercer tel métier dans telle entreprise parce que ce choix leur laissait entrevoir des augmentations sous forme d'annuaire ou de biennales. Brutalement, ils sont privés de ce calcul. C'est injuste.

M. Lagneau. — C'est peut-être injuste mais pensez-vous qu'il soit raisonnable de construire, pour le futur, des carrières planes ou progressives et que jamais ne se produise d'accident économique? Vous raisonnez en défenseur des droits acquis.

M. de Wasseige. — Ce n'est pas le cas.

M. Lagneau. — Si, à votre insu.

M. de Wasseige. — Je raisonne selon les termes qui ont été convenus. Ce qui est convenu dans une entreprise, ce n'est pas seulement un barème pour le présent mais un barème lié à une série de progressions dans l'entreprise et le plus souvent basé sur l'ancienneté ou sur l'âge. C'est en fonction de ces éléments qu'en s'engageant dans une entreprise un salaire relativement bas est accepté parce qu'on sait qu'il augmentera dans les années à venir. C'est en fonction de cette perspective globale que l'on s'engage et pas seulement en rapport avec la situation présente.

Permettez-moi d'illustrer au moyen d'un exemple concret l'injustice des mesures qui nous sont proposées aujourd'hui. Imaginons un bureau qui se distingue par l'occupation d'une seule catégorie d'employés: des dessinateurs qui jouissent d'un barème élaboré en fon-

tion de l'âge ou de l'ancienneté. Tout le monde est bloqué. Imaginons le même bureau dans lequel d'autres dispositions ont été prises à savoir la pyramide hiérarchique comprenant le jeune dessinateur, l'aide-dessinateur, le dessinateur, le premier dessinateur, etc. Dans cette entreprise il suffira de passer d'une catégorie à l'autre pour que les augmentations restent acquises, car le système repose sur une simple modalité: d'une part l'âge ou l'ancienneté et d'autre part une pyramide hiérarchique.

Cette mesure est non seulement injuste mais elle est aussi antisociale. Quand on croit bon de prendre de mesures de modération des revenus, il convient qu'elles touchent la généralité des travailleurs. Il faut bien constater que cela ne sera pas le cas.

Prenons par exemple les appointés, les salariés, les agents de l'Etat ou des services publics, les fonctionnaires. Leurs traitements sont connus et entièrement soumis à l'impôt. Par contre toute une série de titulaires d'autres professions échappent à tout contrôle car leurs revenus sont essentiellement des prix.

M. Hanin. — Qui ne sont pas garantis non plus.

M. de Wasseige. — Comment cela?

Prenez l'agent commercial qui travaille à la commission. Son revenu est un pourcentage des ventes et de son activité.

M. Lagneau. — L'agent commercial n'est pas certain de ce qu'il touchera. C'est l'exemple contraire à ce que vous voulez prouver.

M. de Wasseige. — Je vous remercie car votre intervention est très précieuse. Croyez-vous que dans les usines et les ateliers les salaires des travailleurs soient garantis? Il y a quantités de travailleurs qui sont payés à la tâche ou dont le revenu est formé de primes à la production. Pour ceux-là, il n'y a sans doute pas d'incertitude? Mais si. Cette incertitude existe aussi, mais là d'un côté elle sera bloquée, de l'autre aucune modération ne peut être attendue.

M. Hanin. — Que proposez-vous?

M. de Wasseige. — Voici un autre aspect de la question. Les loyers ont été limités par une loi récente, mais on n'a jamais parlé des dividendes. Voilà donc une forme de revenus qui, curieusement, peut échapper totalement à l'effort de solidarité proposé par le gouvernement.

Il s'agit donc d'une mesure profondément antisociale qui aura pour effet d'accroître encore le chômage. On connaît par ailleurs — je les ai rappelées tout à l'heure parce que cela me semblait tellement évident — les mesures prises en vue d'une réduction des allocations de chômage, surtout au détriment des chômeurs pour lesquels il est le plus difficile de retrouver un emploi, ceux qui émergent au chômage depuis longtemps.

Il paraît qu'on veut réduire les coûts dans les entreprises et améliorer ainsi la compétitivité de notre appareil de production. Je veux bien l'admettre, mais pourquoi s'intéresser uniquement aux salaires et aux traitements, alors que ceux-ci ne représentent qu'un tiers des coûts de production? Le deuxième tiers est constitué par l'énergie et les matières premières. Que fait le gouvernement en vue de réduire le coût de l'énergie? Un contrat-programme existe pour les prix pétroliers. Le résultat le plus clair de ce contrat-programme est que, hors taxe, les produits pétroliers, l'essence, les mazouts, nous coûtent grosso modo un franc de plus au litre que dans les pays voisins. C'est cependant un domaine où l'on pourrait agir tout de suite. Ce contrat va-t-il être dénoncé avant son échéance prochaine ou sera-t-il renégocié sur d'autres bases?

Autre élément qui pèse lourdement sur les coûts de production: les taux d'intérêt. L'examen des bilans des entreprises en difficulté ou menacées de faillite démontre bien souvent que c'est la charge de l'intérêt qui les empêche de poursuivre leur activité.

Ces taux d'intérêt trop élevés sont la résultante d'une politique monétaire, d'une politique du franc belge qui est, hélas, il faut s'en rendre compte, la plus mauvaise qui soit, comparée à celle des pays voisins et des autres pays européens. En fait, nous cumulons les inconvénients d'une politique de monnaie forte qui devrait normalement nous permettre de pratiquer de faibles taux d'intérêt, avec les inconvénients d'une politique de monnaie faible, qui suppose un taux élevé d'intérêt et d'inflation. Voilà ce qui handicape considérablement notre appareil de production.

Le gouvernement est évidemment responsable, pour une bonne part, de cette situation. Si celle du franc est à ce point dégradée au

niveau international, c'est en grande partie en raison de l'incapacité des gouvernements à faire face à l'équilibre des finances publiques. En effet, ils ne gouvernent pas, mais additionnent simplement, comme une caisse enregistreuse, toutes les demandes émanant des groupes sociaux.

M. van Waterschoot. — Vous avez été au gouvernement par personne interposée!

M. de Wasseige. — Il y a fort longtemps!

M. Martens, Premier Ministre. — Quatre ans exactement.

M. de Wasseige. — Excusez-moi, Monsieur le Premier Ministre, mais je n'ai pas été ministre.

M. Martens, Premier Ministre. — En effet.

M. de Wasseige. — Il vous est donc difficile de me faire des reproches. Il est vrai que lors d'une émission récente M. Claes et le journaliste meneur du jeu pensaient que j'avais été ministre.

Quel choix ont fait les gouvernements successifs? Une politique portuaire fastueuse, qu'on ne ralentit même pas pendant la crise, une politique d'autoroutes à ne plus savoir qu'en faire, une politique de subsides qui maintient deux ou trois réseaux d'enseignement. On pourrait ainsi citer des exemples à l'infini. Je n'en donne que quelques-uns, sur lesquels je ne voudrais pas que s'entame un débat, car il ne s'agit que d'exemples qui montrent que l'on ne fait pas de choix. On additionne simplement, on emprunte pour faire plaisir à tout le monde et, forcément, on est alors acculé à un déficit qui devient intolérable et provoque lui-même la hausse des taux d'intérêt, qui se répercute en nouveau déficit et entraîne la catastrophe pour l'ensemble de l'appareil industriel et productif.

Tout à l'heure, M. Hanin nous a dit qu'il fallait faire quelque chose. Bien sûr, mais il ne faut pas faire n'importe quoi. Le problème est de savoir dans quelle situation nous nous trouvons et d'analyser correctement la crise.

En réalité, la crise, aujourd'hui, est une transformation profonde du système économique lui-même. Cette transformation entraîne évidemment un certain nombre d'effets. Or, tout ce qui a été fait au niveau des gouvernements successifs a consisté en une série de mesures qui ont facilité ces transformations du système et qui, d'une certaine manière, ont fait avaler la pilule.

Au lieu d'avoir une politique réelle de l'emploi, nous avons une politique de gestion du chômage. Au lieu d'une politique industrielle active, dynamique, qui relancerait un certain nombre d'activités nouvelles, nous avons une politique qui gère les déagements de personnel et qui accorde des avantages sociaux de manière que la situation soit mieux acceptée.

Au lieu d'avoir une politique institutionnelle active qui rende les petites communautés responsables d'un certain nombre de décisions qui les intéressent, nous avons une mini-régionalisation qui embrouille le système et qui fait — voyez le problème qui se pose dans le textile — qu'on ne sait plus qui prend vraiment les décisions et à quel niveau elles peuvent se prendre.

Si nous voulons enrayer la crise, nous devons mener une politique visant à transformer notre système et non pas prendre des mesures faisant supporter le poids de cette transformation par les seuls travailleurs.

La loi qui nous est soumise est fondamentalement mauvaise. En effet, elle ne fera qu'accentuer le déclin et approfondira encore le fossé social; finalement, elle amorce peut-être les prémices de ce que j'appellais il y a peu de temps « une poudrière sociale ». Il est certain qu'elle ne fera qu'aggraver la situation tragique dans laquelle s'enfonce l'économie wallonne.

Au surplus, la loi que nous discutons aujourd'hui peut être suspendue par une convention entre partenaires privés et c'est la première fois que, dans notre système de conventions collectives, une telle législation est édictée.

Cela crée un précédent dangereux. Aussi, Monsieur le Premier Ministre, nous ne vous suivrons certainement pas dans la voie que vous nous proposez. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Kuylen.

De heer Kuylen. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, ik wil vooral onze collega de heer Vandenabeele feliciteren met zijn merkwaardig verslag en vervolgens enkele beschouwingen maken.

Wij lezen in het meest recente maandbericht van de Centrale Raad voor het Belgische Bedrijfsleven betreffende de economische toestand eind van de maand januari het volgende:

«Vanaf het derde kwartaal 1980 is de achteruitgang van de economische bedrijvigheid merkbaar versneld onder invloed van de verzwakking van de gezinsbestedingen en de geringere groei van de buitenlandse afzet. Kenschetsend voor de verslechtering van het economisch klimaat zijn onder meer de quasi-stagnatie van de produktie in de verwerkende nijverheid, de daling van de autoverkoop met 5,3 pct., de toename van het aantal volledig werklozen met 9 pct., de verdubbeling van het handelstekort tegenover het buitenland en de versnelling van het inflatietempo tot 7,5 pct.»

Dit bericht onderstreept eens te meer dat onze economie na dertig jaar snelle en vrijwel ononderbroken groei nu een zeer ernstige crisis doormaakt. De te herstellen onevenwichten zijn van die aard dat een belangrijk deel van de bevolking daarvan in ongelijke doch in voelbare mate de gevolgen ondervindt.

Ik deel de overtuiging van degenen die beweren dat de herstelmaatregelen nu ernstig nodig en onontbeerlijk zijn geworden. Deze maatregelen op de lange baan schuiven kan gezien de huidige evolutie alleen tot gevolg hebben dat de maatregelen nog zwaarder en mogelijk nog minder doeltreffend zullen zijn.

Het is mijn indruk dat een overgroot deel van de bevolking bereid is bepaalde offers te brengen, voor zover de overheid zelf het voorbeeld geeft van drastische besparingen in de eigen begroting, daar waar deze op grond van een aantal vastgestelde criteria mogelijk en wenselijk zijn.

De overheid moet ook het voorbeeld geven van haar vermogen maatregelen te treffen die in hun uitvoering sociaal aanvaardbaar en doeltreffend zijn. De gevraagde offers moeten rechtvaardig naar ieders draagkracht worden verdeeld en de vruchten ervan moeten doeltreffend worden gebruikt met het oog op het economisch herstel en op het in-stand-houden en het noodzakelijk opvoeren van de graad van de tewerkstelling.

Tenslotte moet het klimaat in de hand worden gewerkt zodat de burger in dit land zou beseffen dat hij bepaalde offers moet brengen en aldus medewerkt om de meest fundamentele belangen van zijn toekomst veilig te stellen.

Dit alles veronderstelt dat de regering een duidelijk en coherent beleid voert. In het hierboven geschetste kader neem ik dan ook akte van de verklaring van de Eerste minister omtrent de betekenis en de draagwijdte van de herstelwet betreffende de inkomensmatiging.

De Eerste minister verklaarde dat deze inkomensmatiging geen doel op zichzelf is. Ze is het onderdeel van een maatschappelijk en economisch herstelplan van de regering en moet in een ruimer kader gesitueerd en afgewogen worden tegenover de algemene doelstellingen van het herstelplan. Zo zal het hoofdzakelijk doel van deze matiging bijdragen tot het herstel van de rentabiliteit van de ondernemingen ten einde deze in staat te stellen de investeringen op te voeren, in eerste instantie ter verbetering van de werkgelegenheid.

De Eerste minister heeft in zijn gewaardeerde uiteenzetting in de Senaatscommissie voor de Financien willen antwoorden op enkele bezwaren die in het debat naar voor kwamen.

Met betrekking tot het eerste bezwaar, waar gepleit werd dat de loonmatiging sinds maanden en jaren een feit is en dat het bijgevolg onnodig is een wet in dat verband te doen goedkeuren, werd een uitvoerig antwoord gegeven. De gegevens die door het Nationaal Instituut voor de Statistiek werden verstrekt, zijn juist wat betreft de gemiddelde bruto-uurlonen van de industriearbeiders tussen oktober 1979 en oktober 1980. De nettoloonstijging ligt daar om en bij de 2 pct. Men kan terecht vragen hoe in een neergaande recessie een dergelijke loonvorming nog tot stand kan komen. De verklaring ligt voor de hand en ik wil ze dan ook geven als antwoord op verscheidene uiteenzettingen in het kader van de waarde van de collectieve arbeidsovereenkomsten.

Stippen wij in dit verband het uitstekende resultaat van de industriële bedrijvigheid tijdens het eerste kwartaal van 1980 aan. Deze steeg in dit eerste kwartaal met 8 pct. op jaarbasis. De kortstondige, maar krachtige opflakking van de economische activiteit werd tevens in de wereld waargenomen. Spijtig genoeg is de verslapping opnieuw ingetreden en zal voor het jaar 1980 in zijn geheel de groei van het bruto nationaal produkt in volume niet meer bedragen dan 1,5 pct. tegenover 2,2 pct. in 1979 en 3,5 pct. in 1978.

Ik heb met opzet het tijdstip van het eerste kwartaal geciteerd, omdat op grond van de toenmalige economische gegevens, CAO's werden gesloten, die rekening hielden met de toenmalige economische vooruitzichten en die een loonaanpassing van ongeveer 2 pct. in verschillende sectoren kon rechtvaardigen.

De verdere teleurgang van de economische bedrijvigheid in *globo* bezien vormt, samen met de vaststelling dat in 1980 de groei van het bruto nationaal produkt in volume niet meer dan 1,5 pct. bedroeg, een behoorlijk argument om de maatregelen die door de regering werden getroffen, te verantwoorden. De kern van de zaak blijft thans of de getroffen maatregelen sociaal aanvaardbaar zijn en tevens doeltreffend in de uitvoering ter zake.

Hier staan wij voor het delicate probleem dat de wetgever een terrein betreedt dat in de geschiedenis van de sociale verhoudingen in dit land, steeds voorbehouden werd aan de sociale gesprekspartners, namelijk het sluiten van de loonovereenkomsten. In 1976 hebben wij trouwens nog zo'n experiment gekend dat niet van een groot succes kon getuigen. De regering heeft dit trouwens zelf scherp aangevoeld. In de Kamer van volksvertegenwoordigers werd een amendement aanvaard dat tot doel heeft het gedetailleerd matigingssysteem waarin de wet voorziet, niet toe te passen indien voor 15 februari een interprofessioneel akkoord wordt bereikt dat beantwoordt aan de gestelde voorwaarden. Niettegenstaande de herhaalde inspanningen van de Eerste minister en de regering, waaraan ik hulde breng, is men er niet in geslaagd een interprofessioneel akkoord tot stand te brengen.

Na achttien maanden onderhandelen is men er op de Nationale Arbeidsconferentie niet in geslaagd tot een definitief resultaat te komen.

Het is bedroevend vast te stellen dat na zes jaar onderbreking er geen akkoord is bereikt tussen de sociale gesprekspartners. Het gevolg ervan kan zijn dat de huidige herstelwet tot stand moet worden gebracht in uiterst moeilijke omstandigheden. Bij het uitblijven van een akkoord tussen degenen die rechtstreeks bij het economisch en sociale gebeuren betrokken zijn, zal het Parlement uiteindelijk op gepaste wijze zijn verantwoordelijkheid op zich moeten nemen. Ik spreek echter nog de hoop uit dat de werkgevers en de werknemers na de consultaties van de jongste dagen in de kortst mogelijke tijd met de goede traditie van de overlegconomie opnieuw zullen aanknopen.

De vrijwillig aangegane overeenkomst tussen de sociale gesprekspartners geeft een veel grotere waarborg voor de sociale vrede en de reële toepassing van de matiging, dan de voorgelegde tekst van hoofdstuk I van het ontwerp dat wij thans bespreken.

Thans wil ik aanknopen bij een reeks van technische opmerkingen die terecht gemaakt werden door collega Egelmeers die deskundig is ter zake. Ten einde mijn spreektijd omtrent artikel 1, paragraaf 1, en de artikelen 3, 4 en 5 van het ontwerp niet te overschrijden zal ik een aantal technische vragen schriftelijk stellen aan de minister van Arbeid.

In de teksten van het ontwerp is er sprake van collectieve overeenkomsten die neergelegd en geregistreerd worden. Maar uit ervaring weten wij dat er buiten deze overeenkomsten honderden akkoorden bestaan die op ondernemingsvlak worden gesloten en die noch geregistreerd worden, noch opgenomen worden in een ministerieel besluit. Deze akkoorden zijn nochtans bindend voor de betrokken ondernemingen.

Beide soorten overeenkomsten krijgen dus door dit ontwerp een verschillende behandeling. Graag kreeg ik van de minister een antwoord dat meer duidelijkheid schept in deze aangelegenheid.

Dit probleem rijst evenzeer voor de werkkrachten uitgezonden door de uitzendbureaus op grond van artikel 10 van de wet van 28 juni 1976. Ik zal de vergadering niet onledig houden met technische beschouwingen. Ik wil er alleen maar op wijzen dat de voorgelegde tekst in zijn concrete uitvoering het gevaar inhoudt van een individuele benadering van de gesloten akkoorden, en dat bovendien ook de aard van de materie in de ondernemingen aanleiding kan zijn tot moeilijke toepassingen.

Het stellen van de vraag, het herstelprogramma in een klimaat van betrekkelijke sociale rust te kunnen afwerken, is, in de huidige omstandigheden, niet zonder belang. Ik meen de overtuiging en de hoop van velen te vertolken wanneer ik zeg dat in deze moeilijke omstandigheden het Verbond van Belgische Ondernemingen en de vakorganisaties de wijsheid en de verantwoordelijkheid zouden moeten opbrengen opnieuw rond de onderhandelingsstafel plaats te nemen.

In de huidige tijd van economische recessie en beperkte groei is het ongetwijfeld heel wat moeilijker de verantwoordelijkheid op zich te nemen en een evenwichtig en binnen de grenzen van het redelijke blijvend akkoord te bereiken dan in omstandigheden waar de welvaart groeide en waar de sociale gesprekspartners binnen de open economie gemakkelijker akkoorden konden sluiten omdat de moeilijkheden die wij thans kennen toen niet bestonden.

Ik zal besluiten. Voor al degenen, die bij de economische en de sociale geleidingen van dit land zijn betrokken ware het wellicht nuttig

de waarschuwing van de Club van Rome in 1972 te herlezen. Die sprak over de grenzen van de groei. Ook ik behoorde tot degenen, die deze waarschuwing al te licht hebben opgenomen en vermoedelijk dacht ook ik dat aan de groei nooit een einde zou komen.

Kort daarop werd het klimaat van zekerheid verstoord door fabriekssluitingen, werkloosheid en sociale onrust. De oliecrisis en de aftakeling van de Amerikaanse dollar toonden ons hoe ernstig de crisis wel is.

Het hoeft dan ook geen verbazing te wekken dat arbeiders en bedienden zich twee stellen voor hun werkgelegenheid. De crisis tast niet alleen hun werkzekerheid aan maar ook hun verwachtingen en vormt een bedreiging voor de toekomst van zovelen in ons land.

Ik wil hier niet sentimenteel doen, maar men is verbaasd wanneer men naar de gevolgen peilt van de recente sluitingen van ondernemingen. Het tragisch beeld dat wij de jongste dagen hebben meegeemaakt illustreert dat ten volste.

De ouderen bedenken hierbij met bitterheid dat de arbeidswereld eens te meer het kind van de rekening dreigt te worden terwijl de jongeren die nooit de ervaring kenden van ontbering en verdrukking, door de bestaansonzekerheid diep gefrustreerd worden en in de crisis voldoende aanleiding vinden om heel het gevestigde maatschappelijk bestel in vraag te stellen.

Hoe begrijpelijk en terecht deze reactie ook is, zij mag de verantwoordelijken van de vakbonden, van de economische organisaties, van de politieke partijen niet verleiden tot toegevingen aan gemakkelijke oplossingen of erger nog aan demagogische plannen. De toestand is ernstig genoeg. Daarom moet alles gedaan worden voor het behoud van de sociale rust, voor een vernieuwde aanpak van het industrieel beleid, tot een concrete aanpak van een politiek van tewerkstelling. De toestand is niet alleen ernstig maar ook complex. Hij kan in België of in Vlaanderen niet afzonderlijk opgelost worden, alsof België en Vlaanderen eilanden waren. Zelfs de Europese Gemeenschap is als geografische ruimte ontoereikend om aan de tegenwoordige crisis het hoofd te bieden. Deze vaststelling echter, in onze ongerustheid voor de toekomst van ons volk, mag ons er niet toe verleiden, de oorzaken en de mogelijke oplossingen voor de crisis uitsluitend buiten onszelf te zoeken.

Hoe belangrijk deze buiten ons aan het werk zijnde elementen ook mogen zijn, toch zullen wijzelf, alle actieve krachten van de bevolking, de bewerkers moeten zijn van de maatregelen die nodig zijn om de werkgelegenheid te verzekeren en de welvaart en het welzijn van de bevolking veilig te stellen.

Vele werkende mensen voelen zich bedrogen, in het nauw gedreven, bedreigd in hun toekomst. Zij vragen naar de oorzaken van deze bedreiging en naar de middelen ter beveiliging.

De fundamentele vraag is dan ook: welke politiek moeten zij gaan voeren, opdat onze kinderen nog een toekomst zouden hebben, opdat Europa nog hoop zou bieden.

Het aantal werklozen ligt in verhouding thans hoger dan in 1933. Dat jaartal begrijpt iedereen. Het is ingebrand in de Duitse en Europese geschiedenis. Weliswaar is de sociale wetgeving sindsdien veel verbeterd. Maar als de jeugd geen toekomst heeft, de samenleving geen ontplooiingskansen biedt, dan zijn de avonturen niet te voorzien. Wij moeten weten welk democratisch model wij willen toepassen. De democratie, die ons allen dierbaar is, kan maar gered worden als de nodige maatregelen tijdig genomen worden en de vaste wil bestaat herstelmaatregelen te treffen. Ik heb de overtuiging dat het naïef en zelfs onverantwoordelijk zou zijn, te denken, dat dit zonder werkelijke offers en zonder hechte samenhangigheid kan geschieden.

Ik denk terug, Mijnheer de Eerste Minister, aan een zin van Alfred de Vigny: « Men beschikt niet altijd over de rol die men het liefst gespeeld had. »

De gevolgen van de herstellwet worden door sommigen te weinig geacht als de nodige zuurstof voor de ondernemingen. Door anderen worden de offers gevraagd van de arbeidersgroep als overdreven aanzien.

Het is de delicate opdracht het juiste evenwicht te bewaren. Persoonlijk meen ik, nog steeds hartgrondig hopen op het totstandkomen van een interprofessioneel akkoord, in uw bevestiging ook de mijne te mogen ervaren. Daarom zal ik mij aansluiten bij de meerderheid van mijn fractie. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Renard.

M. Renard. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, dans son exposé à la commission, le Premier ministre a évoqué l'euphorie des *golden sixties* dont nous avons été tirés brutalement. « Euphorie »

est bien le mot qui convient et il me paraît chargé de connotations dont je me demande si M. Martens a mesuré toute la gravité.

M. Boey, vice-président, prend la présidence de l'assemblée

Il est vrai que l'expansion qui caractérisa cette période révolue a pu créer chez les gens le sentiment que cela durerait toujours, encore que ses retombées furent tout de même très inégales. A ce niveau, l'euphorie était pour le moins compréhensible et excusable; on n'apprend pas dans nos écoles à faire la critique des conceptions traditionnelles de l'économie politique. Mais que dire de l'euphorie des principaux responsables de notre économie? Sidérurgie, textile, automontage, approvisionnement énergétique, pas un secteur de l'économie n'échappe aux conséquences lointaines et désastreuses de leur politique de facilité des années 1960.

Je ne parlerai pas à leur propos d'erreurs et encore moins d'incompétence. Je les crois, au contraire, fort compétents. On ne peut même pas leur reprocher d'avoir commis des erreurs dans la mesure où celles-ci leur ont été commandées en fait par des mécanismes qui leur échappent. L'euphorie des *golden sixties* était, pour des gens qui agissent en gestionnaires du système, que ce soit dans les conseils d'administration ou dans les ministères, absolument inhérente au fonctionnement « naturel » et spontané de l'économie de marché.

Mais le fait est que ce sont les mêmes gens qui, dans la même optique, gèrent actuellement la crise. Ce ne sont pas nécessairement les mêmes individus, bien sûr. Je veux dire qu'ils sortent des mêmes grandes écoles, qu'ils appartiennent aux mêmes courants idéologiques et politiques, qu'ils s'identifient aux mêmes intérêts et aux mêmes pouvoirs de décision. Ils sont ainsi amenés à gérer la crise exactement comme ils avaient géré l'expansion des *golden sixties*. Avec la même compétence et le même savoir-faire politique, ils s'enferment dans une logique qui conduit le pays tout droit vers de nouveaux réveils douloureux, vers de nouveaux drames.

La philosophie du projet de loi relatif à la modération des revenus est extrêmement simple: toute la population doit contribuer à la rentabilisation des entreprises et l'assainissement des finances publiques est lui-même un objectif subordonné à celui-là.

En pratique, comme cela a déjà été amplement démontré, tout le projet se résume à un blocage des salaires et traitements hors index, à l'interdiction des conventions collectives conclues ou à conclure et à un refus des 36 heures coulé en forme de loi. On ne sait que trop bien que le concours réclamé de l'ensemble de la population se caractérisera par d'énormes inégalités, moins en raison d'une volonté quelconque du gouvernement qu'en raison des inégalités de situation qui existent dans la société et qui sont d'ailleurs appelées à s'accroître avec la crise.

L'augmentation du salaire minimal interprofessionnel garanti et la possibilité maintenue d'augmenter conventionnellement les salaires inférieurs à 35 000 francs brut, limiteront sans doute cette aggravation, mais elles ne l'arrêteront certainement pas. Elles l'arrêteront d'autant moins que c'est dans cette zone salariale que les candidats au chômage sont les plus nombreux, les plus difficilement réadaptables et les plus exposés aux effets de vos arrêtés du 24 décembre.

Du bas salaire, on passe très facilement à l'allocation de chômage et de l'allocation de chômage au minimex. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire à cette tribune, la misère revient.

Il est symptomatique qu'en commission, le Premier ministre ait été amené à dialoguer principalement et très défensivement avec ceux qui estiment que le gouvernement ne va pas encore assez loin parce qu'on ne touche pas à l'indexation des salaires et qu'on n'adopte pas des mesures suffisamment draconiennes pour combler le déficit des finances publiques. Et cela au moment même où les travailleurs de ce pays, tant en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles, font l'éclatante démonstration de leur opposition au blocage des salaires et à la remise en cause de la liberté des conventions. C'est là un indice, parmi d'autres, du poids démesuré que les anciens partenaires libéraux de M. Martens ont pu prendre dans le débat politique à la faveur des distanciations qui se sont produites entre les partis et courants gouvernementaux traditionnellement liés aux grandes organisations sociales et, d'autre part, le mouvement populaire que ces organisations doivent encadrer pour conserver leur audience.

Comment pourrait-il en être autrement à partir du moment où le gouvernement fait de la rentabilité des entreprises la loi suprême à laquelle il faudrait sacrifier des acquis sociaux qui ont coûté tant d'efforts, de luttes et de souffrances?

Il y a une chose que presque tous les travailleurs savent: c'est qu'on veut leur imposer de sacrifier une part de leur bien-être à la rentabilité d'entreprises dans la gestion desquelles ils n'ont rien à dire. Le projet de loi stipule bien que l'argent produit par son application sera « identifié » dans la comptabilité de l'entreprise sous une rubrique spéciale et que les syndicats seront tenus au courant de l'évolution des montants ainsi comptabilisés, mais il va de soi qu'il faudrait vraiment être très naïf pour croire que cette disposition permettra des investissements productifs générateurs d'emplois. Au reste, rien dans le projet ne traduit explicitement une volonté politique de rendre obligatoire soit l'embauche, soit la préservation du volume de l'emploi, dans l'hypothèse où des investissements productifs seraient effectivement assurés grâce à ce système. Il suffit pourtant de voir ce qui se passe en sidérurgie, par exemple, pour constater qu'il n'existe aucune complémentarité automatique entre le niveau des investissements et celui de l'emploi. C'est qu'il faut savoir de quoi l'on parle. Dans la terminologie officielle, qui est naturellement pudique, on confond habituellement rentabilité des entreprises et soutien du taux de profit. Or, si le soutien du taux de profit exige à coup sûr des investissements considérables, financés de plus en plus par les deniers publics, il exige aussi des compressions substantielles du volume de l'emploi. Si bien que l'on en impose aux travailleurs et à l'ensemble de la population laborieuse des sacrifices financiers qui servent en fin de compte à priver les citoyens de leur travail.

Le projet de loi ne fait qu'accentuer encore cette tendance.

En commission, bien qu'il ait été surtout soucieux d'apaiser ses contradicteurs libéraux, le Premier ministre a tout de même voulu rencontrer une des principales objections des syndicats en comparant les rémunérations réelles des travailleurs belges avec celles qui ont cours dans les autres pays de la CEE. Mais, pour être valables, de telles comparaisons devraient évidemment s'étendre à l'évolution de la productivité du travail. Par ailleurs, s'il est vrai que la masse des salaires et traitements s'est accrue en Belgique de 38,6 p.c. entre 1975 et 1979, il faut ajouter, pour être complet, que la masse des revenus de la propriété s'est accrue, elle, de 53,8 p.c. C'est dire que chacun ne vit pas la crise de la même manière. Il faut tout de même, n'est-ce pas, que les capitaux qui traversent nos frontières avec une facilité déconcertante et toujours par la porte de sortie, proviennent de quelque part.

Le gouvernement aime à se référer aux statistiques de la CEE, mais ses références sont extrêmement sélectives. Ainsi ne parle-t-il jamais des travaux réalisés en 1979 par un groupe d'experts consulté par la CEE, dont le rapport a démontré que les politiques déflationnistes n'avaient aucune chance de succès. « Une telle politique », soulignait ce rapport, « ne peut que conduire nos économies à une situation de sous-emploi persistante. » L'institut syndical européen exprimait l'année dernière un avis identique en précisant de surcroît que la réduction des dépenses publiques obtenait partout un résultat opposé à ses objectifs du fait de son incidence négative sur le niveau du chômage.

Toujours en commission, M. le Premier ministre a fait état de l'objection qu'on lui oppose souvent et selon laquelle la modération des revenus ne peut qu'aggraver le déficit des finances publiques en raison des moins-values fiscales qu'elle provoque. A cela, il répond que la modération n'a pas pour but de contribuer directement à l'assainissement des finances publiques et que celui-ci résultera plus tard du rétablissement de la rentabilité des entreprises. Mais, en attendant, l'impact des moins-values fiscales grandit d'année en année et, malgré les coupes sombres que le gouvernement a déjà opérées et veut encore opérer dans les dépenses de l'assurance-chômage, le poids du chômage, qui ne se résume pas au coût des allocations, se fait de plus en plus écrasant. Cette dure réalité l'emporte évidemment sur des considérations optimistes qui ne sont que des plans tirés sur la comète.

Il n'y a pas de transactions possibles avec les projets de loi qui nous sont soumis et, plus particulièrement, avec le premier d'entre eux. Ils sont l'expression d'une politique qui ne peut qu'aggraver la crise et détruire progressivement toutes les valeurs légales sur lesquelles la lutte de plusieurs générations de travailleurs — la première convention collective date de 1907 — a fondé, en Belgique, des éléments essentiels de la démocratie sociale et politique.

En les votant malgré l'opposition du mouvement syndical, vous allez créer dans la conscience populaire, fait sans précédent depuis les grandes conquêtes de 1919 et de 1945, un divorce d'une extrême gravité entre la notion de légalité et celle de légitimité. Car, soyez-en persuadés, les travailleurs n'admettront jamais la légitimité de telles lois et, en les leur imposant, vous allez pousser le pays sur une voie dont personne ne peut dire quel sera l'aboutissement.

Je souhaite seulement qu'il y ait ici assez de collègues conscients des risques que prend le gouvernement pour sauver l'honneur de no-

tre assemblée en disant « non » avec les communistes à ces projets inacceptables. (M. Dussart applaudit.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van den Eynden.

De heer Van den Eynden. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Eerste Minister, Dames en Heren regeringsleden, waarde collega's, dat de bespreking van dit ontwerp van herstelwet inzake inkomensmatiging in de grootste verwarring moet geschieden is wel een spijtige vaststelling. Inderdaad, de beroering in dit land is dermate groot dat de goedkeuring van dit ontwerp de vonk zou kunnen betekenen die de brandhaard definitief laat ontvlammen. Anderzijds kunnen ondertussen ook reeds officiële besprekingen aan gang zijn om te komen tot een interprofessioneel akkoord, dat een einde zou kunnen maken aan dit ernstig sociaal conflict. In dit laatste geval zullen het slechts wij, de senatoren, zijn die de politieke kelk tot op de bittere bodem zullen geleidigd hebben. U zal vanzelfsprekend beweren, Mijnheer de Eerste Minister, dat dit deel uitmaakt van het politieke leven en ik val u hierin bij, in zover de politieke formaties die deze regering vormden deze ontwikkeling hebben gewenst. Dat het schoentje daar knelt, heb ik reeds eerder, bij de stemming over de miniwet, doen aanvoelen. Immers, het staat duidelijk in het regeerakkoord vermeld dat « de matiging van wedden en lonen zal worden gerealiseerd via het systeem van de collectieve arbeidsovereenkomsten », waarna trouwens drie alternatieven beschreven werden waarop de matiging zou kunnen worden toegepast.

Ook in deze vooropgezette alternatieven is nergens sprake van wettelijke bepalingen en zeker geen sprake van regeringsmaatregelen indien de totstandkoming van deze collectieve arbeidsovereenkomsten meer tijd zouden in beslag nemen dan oorspronkelijk gepland.

De miniwet kon nog worden aanvaard, hoewel ik ook bij de bespreking ervan de reeds vermelde bezwaren heb geopperd omdat ze kennelijk de bedoeling had te beletten dat door de uitvoering van de bestaande collectieve arbeidsovereenkomsten de regering voor voldoende feiten zou worden geplaatst.

De overhaasting die vandaag aan de dag wordt gelegd, kan slechts worden verklaard door de agitatie die dag aan dag in een gedeelte van de nieuwsmidia wordt gevoerd en waarin de regering wordt aangezet fel van zich af te bijten tegen de werknemersorganisaties, die men er zelfs van beschuldigt het land doelbewust in de afgrond te willen storten.

Men dient zich dan ook af te vragen of een regering, die de belangen moet waarnemen van de hele bevolking, zich kan opstellen tegen belangengroepen die een overgroot en economisch niet-onbelangrijk deel van de bevolking uitmaken. Moet de regering, geleid door Eerste minister Martens, in deze omstandigheden minder geduld en volharding in de dialoog aan de dag leggen dan ter gelegenheid van het zoeken naar oplossingen in de delicate materie van de gewestvorming? Waarom moeten trouwens diezelfde media de indruk verwekken alsof wijzigingen aanbrengen in de wet of toegevingen doen ten opzichte van de sociale partners, prestige- of gezichtsverlies zou betekenen voor Parlement en regering? Trouwens, wie eigent zich het recht toe deze begrippen te hanteren wanneer het gaat over de welvaart en het welzijn van de hele bevolking?

De jongste tijd wordt heel wat gesproken en geschreven over de herwaardering van het Parlement, maar ik stel toch herhaaldelijk vast dat velen bereid zijn die hooggeprezen revalorisatie te verkrachten, als het in hun eigen kraam te pas komt. Ik moet trouwens toegeven dat ook de media dit reeds herhaaldelijk tot uiting hebben gebracht.

U zal mij echter toestaan, Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Eerste Minister, waarde collega's, te onderstrepen dat dit ook nu weer het geval is. De regeringsontwerpen werden, na amendement op minder belangrijke artikelen, door de Kamer van volksvertegenwoordigers aangenomen. Vandaag eist de regering van de Senaat dat deze ze ongewijzigd goedkeurt, ondanks het feit dat de omstandigheden waarin de Kamer moest beraadslagen totaal verschillend waren van die waarin wij hier vandaag of morgen onze stem zullen uitbrengen.

Inderdaad waren de volksvertegenwoordigers ervan overtuigd dat uiteindelijk kon teruggevallen worden op de bepalingen van het regeerakkoord dat stipuleert dat de matiging van lonen en inkomens zou worden geregeld via het systeem van collectieve arbeidsovereenkomsten, *in casu* een interprofessioneel akkoord.

Het is trouwens om dezelfde reden dat de regering een amendement van de Kamer goedkeurde en haar ontwerp in die zin wijzigde, zodat de artikelen 2 tot 6, met uitzondering van artikel 2, paragraaf 1, niet van toepassing zullen zijn, indien een interprofessionele collectieve overeenkomst betreffende loonmatiging vóór 15 februari 1981 tot stand zou komen.

Indien de Kamer van volksvertegenwoordigers, zoals wij vandaag, zou geweten hebben dat een dergelijk akkoord niet tijdig tot stand zou komen, zou, naar mijn gevoelen, de wet daar niet aangenomen zijn, te meer omdat het wetsontwerp een trouwe weergave betekent van het voorstel van interprofessioneel akkoord dat door de regering aan de sociale partners werd voorgelegd en waarop door geen enkel, en ik leg de nadruk op geen enkel, van de partijen werd ingegaan.

Op dat ogenblik hebt u, Mijnheer de Eerste Minister, onder welke druk ook, geoordeeld dat de regering niet verder meer zou bemiddelen voor de totstandkoming van een centraal akkoord en de sociale partners onderling moesten trachten tot een vergelijk te komen. Vanzelfsprekend zijn er nog inspanningen in die zin geweest. Denken we maar aan de prijzenswaardige pogingen van minister De Wulf en vooral aan het, niet-onbelangrijke, akkoord van Hertoginnedal. Rond dit uitiem akkoord zou zich trouwens een algemene consensus voltrokken hebben, ware het niet dat eens te meer in dit voorstel getornd werd aan een begrip van het sociaal overleg dat even zozeer ingang in het gebruiksrecht heeft verworven als de koppeling van de lonen aan het indexcijfer.

De geschiedenis van het sociaal overleg en de totstandkoming van collectieve overeenkomsten hier schetsen zou ons te ver leiden, maar u zal mij toch toestaan, Mijnheer de Voorzitter, er even aan te herinneren dat het sociaal overleg in dit land evolueerde via nationale arbeidsconferenties, die reeds vóór de oorlog en precies ook in de crisisperiode van de jaren dertig hun nut bewezen, en via interprofessionele akkoorden na de oorlog, met het akkoord over de produktiviteit als startfase, naar professionele overeenkomsten, vooral sinds het sociaal conflict van 1960. De gemeenschappelijke noemer bij al deze conflicten was naast een vastgestelde periode steeds de clause van «de sociale vrede» waaraan onze industrie en het hele land nood had, ook in tijden van voorspoed.

Het sluiten van dergelijke overeenkomsten is slechts mogelijk in zoverre de betrokken partijen hun gegeven woord eerbiedigen en de gemaakte afspraken conform het contract uitvoeren, zelfs indien tijdens de periode van de overeenkomst zou blijken dat de vooruitgang van de economie in het algemeen of de bloei van een onderneming in het bijzonder, groter zou zijn dan aanvankelijk gedacht.

Ik geef grif toe dat zich hierover in het verleden wel eens moeilijkheden hebben voorgedaan, maar ik kan u verzekeren dat bij dergelijke gevallen de werknemersvertegenwoordigers niet gearzeld hebben hun verantwoordelijkheid op te nemen en van hun aangesloten de eerbied voor het gegeven woord afdwongen. Ik stel daarom ook de vraag waarom men hen juist vandaag het recht ontnemt, diezelfde verantwoordelijkheidszin ook te eisen van het patronaat.

Ondanks de meningsverschillen over de weerslag van een loonmatiging op onze economische problemen van vandaag, is, mijns inziens, de grote meerderheid van dit land zich ervan bewust dat het zo niet verder kan. Ook de werknemers aanvaarden de matiging als een noodzakelijk kwaad. Zij kunnen echter niet aanvaarden dat zij vandaag gestraft worden omdat ze gisteren te matig waren, door een langere spreiding van de voordelen opgenomen in de gesloten overeenkomsten. Zij aanvaarden nog minder dat Martens III, die hun collectieve arbeidsovereenkomsten onderschreef, vandaag, als Martens IV, het patronaat helpt zijn woord te verbreken. Er zijn trouwens heel wat werkgevers, zelfs bij degenen die de reputatie hebben de meest stugge te zijn, van oordeel dat de gesloten overeenkomsten moeten worden uitgevoerd en aldus het gegeven woord geëerbiedigd. Recente verklaringen van onder meer Fabrimetal-Antwerpen wijzen trouwens in die richting.

Sta mij even toe, Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Eerste Minister, terug te komen op het reeds geciteerde akkoord van Hertoginnedal. Bij de besprekingen in de bevoegde Senaatscommissie werd u, mijns inziens terecht, de vraag gesteld waarom dit voorstel niet opgenomen werd in het wetsontwerp. Dit leek u niet opportuun, zegde u, omdat sommige sociale partners u niet konden verzekeren dat dit een einde zou maken aan de sociale beroering en dat met het akkoord zou vrede genomen worden.

Ik verhele u niet dat uw redenering mij toen verbaasde en vandaag nog eigenaardiger lijkt.

Inderdaad kon een pre-akkoord, waarop bijna een algemene consensus bereikt werd, en dat toch wel door de regering geïnspireerd was, in uw ogen geen genade krijgen omwille van mogelijke beperkte agitatie, maar wordt een voorstel waartegen alle sociale partners gekant zijn en het hele land in rep en roer staat, tot wetsontwerp omgewerkt en ter stemming voorgelegd. Ondanks herhaald aandringen in de Kamer van volksvertegenwoordigers om het akkoord van Hertoginnedal als amendement in de wet op te nemen blijft de regering

obstinaat op haar standpunt en weigert elke discussie ter zake. Trouwens ook tijdens de besprekingen in de Senaatscommissie liet u, Mijnheer de Eerste Minister, er geen twijfel over bestaan dat initiatieven in die richting geen schijn van kans hadden.

Geloof mij, Mijnheer de Eerste Minister, niet alleen ik, maar velen met mij, vragen zich verbaasd af waarom u zo halsstarrig dit voorstel blijft verwerpen. U kan aldus niet vermijden de indruk te verwekken dat de regering een gewillig oor verleent aan degenen, die aansturen op een harde confrontatie met de arbeiderswereld, in de hoop aldus te kunnen afrekenen met bepaalde werknemersvertegenwoordigers, die door de media wat al te graag op de korrel worden genomen. Ik kan mij echter niet inbeelden, Mijnheer de Eerste Minister, dat dergelijke bedoelingen de inzet zouden kunnen zijn van het drama dat zich vandaag afspeelt. Inderdaad zouden uit een dergelijke confrontatie geen winnaars noch overwonnenen te voorschijn treden, maar slechts verbitterden, wat ons land best kan missen.

Sta mij toe vast te stellen, Mijnheer de Eerste Minister, dat uw regering een slechte wet voorbrengt, in strijd met de regeringsverklaring en die afbreuk doet aan een gewoonterecht dat zowel in voorspoed als in minder goede tijden borg stond voor de sociale vrede.

Bovendien dringt zij de werknemers een matigingssysteem op dat hen niet overtuigt en dat zij onrechtvaardig vinden; hun positieve voorstellen worden autoritair genegeerd.

Ondanks al deze weldoordachte en soms bittere bedenkingen, zijn er tussen mijzelf en de fractie waarvan ik deel uitmaak met betrekking tot deze herstelwet niet veel meningsverschillen. De woordvoerder van onze fractie heeft gezegd dat wij dit ontwerp van wet zullen aannemen. Ikzelf maak echter enig voorbehoud. Over het ontwerp van herstelwet zal pas donderdag worden gestemd. Ik hoop maar dat u mij niet als een halfslachtige weifelaar zult beschouwen wanneer ik nu zeg dat ik nog niet heb uitgemaakt hoe ik donderdag ga stemmen. Daarnet heb ik telefonisch vernomen dat er contacten zijn gelegd tussen het Verbond van Belgische Ondernemingen en vertegenwoordigers van de werknemers. Men heeft daarbij laten uitschijnen — misschien louter om mijn gemoedstoestand te verbeteren — dat er tegen donderdag een pre-akkoord zou kunnen worden geparafereerd. Dat is, op zichzelf, een reden tot optimisme. Wanneer onze fractie dit ontwerp van herstelwet zal aannemen, betekent zulks geenszins dat wij helemaal gelukkig zijn met de inhoud van die wet. Onze leidraad bij die moeilijke beslissing is dat wij de werknemers willen behoeden voor een algehele sociaal-economische instorting die wel eens de ineenstorting van het regime zou kunnen betekenen. Ik ben echter van oordeel dat men niet moet pogen iemand gelukkig te maken tegen zijn zin. Waar zou ik trouwens het recht vandaan halen om te stellen iemand gelukkig te kunnen maken beter dan de betrokkene het zelf kan. Indien de werknemers van dit land mochten oordelen dat hun alles liever is dan het ondergaan van de herstelwet, dan sta ik voor een zeer groot dilemma, niet omdat ik van oordeel ben dat in een democratie de meerderheid niet altijd gelijk heeft en men dan maar moet boksen, maar omdat ik door geboorte, uit het arbeidersmilieu kom waarmee ik nog sterke bindingen heb. Ik heb samen met de arbeiders moeilijke taken verricht. Ik heb, onder andere, mede-arbeiders uit een scheepsruij gehaald waar zij het slachtoffer waren geworden van een vreselijk ongeval. Zulke sentimentaliteit zal in dit halfroed, dat wordt beheerst door kil berekenend intellect, weinig genade vinden maar u zult, geachte collega's, wel begrijpen dat dergelijke belevenissen zeer nauwe banden scheppen die men niet wenst te verbreken, zelfs niet voor een mandaat van senator. Door gebrek aan geduld en bij ontstentenis van een dialoog worden wij gedwongen om te kiezen. Ik zal dat kiezen uitstellen tot donderdag.

Wat ook mijn keuze zal zijn, deze zal gebeuren in de geest van de eerbied die ik heb voor de arbeiders die al die jaren gezwoegd en geleden hebben voor de welvaart van allen. Zij moeten vandaag toch niet boeten voor politieke fouten uit het verleden, verouderde industriële structuren en gebrek aan verantwoordelijkheidszin.

Tenslotte, wens ik te onderstrepen dat ik deze regering nog een lang bestaan toewens omdat ik ervan overtuigd ben dat zij de regering is die ons in de toekomst voor erger kan behoeden.

Mijnheer de Voorzitter, zoals ik reeds zei, zal ik donderdag bepalen hoe ik zal stemmen. (*Applaus op sommige banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Bruart.

M. Bruart. — Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, je serai bref car mon intervention de ce jour reste dans la

ligne de celle que j'ai faite lors de la discussion de la mini-loi, en décembre dernier.

J'espérais qu'il y aurait eu des changements importants entre le vote du projet de loi dit de redressement et le projet sur la modération des revenus actuellement soumis à notre approbation.

Certains changements sont intervenus, certes, mais ils ne sont pas de fond et, de plus, on réclame des compensations.

L'exemple des augmentations barémiques est révélateur à cet égard. On peut procéder à ces augmentations, mais le montant doit être repris sur les congés, le treizième mois ou sur d'autres accords déjà réalisés.

M. Leemans reprend la présidence de l'assemblée

A l'occasion de la loi de redressement, j'ai signalé toute une série de cas concrets intéressant des milliers de travailleurs.

Le ministre du Travail a répondu, mais d'une façon qui ne modifie en rien l'approche du problème et qui interdit l'application de nombreuses conventions conclues parfois il y a plusieurs années.

Je ne dois pas beaucoup chercher pour trouver d'autres exemples, mais j'en ai un qui est particulièrement significatif.

En octobre 1979, dans un contact officieux à propos des aides familiales, les parties se mettent d'accord sur un préprotocole à condition que le pouvoir subsidiaire accorde les fonds nécessaires. L'exécutif communautaire a marqué son accord pour libérer des fonds en novembre 1980. La commission paritaire réunie le 16 décembre 1980 trouve une formule et arrête les dispositions d'un accord; celui-ci accorde 4 p.c. d'augmentation, avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1980. Il faut savoir que ces aides familiales gagnent nettement moins que 35 000 francs; en fait, leur salaire horaire est de 150 francs.

Parce que cette convention a été conclue le 16 décembre 1980, elle ne pourra être d'application puisque la loi fait référence à des décisions prises avant le 1^{er} décembre 1980.

Ceci n'est qu'un aspect de toutes les injustices qui seront commises si la loi est d'application, injustices surtout vis-à-vis des petits salaires ou de petits secteurs.

De partout, nous enregistrons des réactions, et, finalement, cela fera beaucoup plus de tort que l'application de conventions librement consenties.

Tout est très clair et très précis dans la loi pour ce qui concerne les travailleurs, mais j'attends avec beaucoup d'impatience les formules du gouvernement pour les métiers ou catégories repris sous la rubrique « autres professions ».

Je pourrais en dire beaucoup plus sur ce problème, mais c'est inutile. Je souhaite de tout cœur qu'un accord interprofessionnel intervienne dans les prochaines heures. Cependant, je me permets de vous rappeler, Monsieur le Premier Ministre, que j'ai voté contre la loi de redressement. De même, je voterai contre le projet de loi de redressement relatif à la modération des revenus.

Dans ma vie de militant syndical, je me suis toujours efforcé de conclure des conventions et de les respecter. Ce n'est pas aujourd'hui que je vais changer! (*Applaudissements sur certains bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer de Bruyne.

De heer de Bruyne. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Eerste Minister, Heren Ministers, geachte collega's, indien ik mij niet vergis, is het in de parlementaire geschiedenis zeldzaam dat er een vergelijkbaar wetsontwerp wordt neergelegd. Het ontwerp dat wij bespreken, heeft betrekking op een domein van het economisch en sociaal leven, waar in onze overlegeconomie de sociale partners immers een sedert jaren beproefde methode plegen toe te passen, namelijk de collectieve arbeidsovereenkomsten en de interprofessionele akkoorden. De overheid was er, wanneer het de inkomens van de privé-sector betrof, slechts bij betrokken indien er een bindende wettelijke kracht diende te worden gegeven aan de overeenkomsten die werden afgesloten tussen de vertegenwoordigers van de werkgevers- en werknemersorganisaties. Dit was een grondsteen van ons maatschappelijk bestel.

Van deze methode heeft uw regering, Mijnheer de Eerste Minister, thans afstand genomen, *sub conditione*. Er werd inderdaad een voorwaardelijk karakter gegeven aan sommige artikelen van het wetsontwerp, waardoor aan de gebruikelijke overlegstrategie nog een kans

wordt geboden tot op een welbepaalde datum. Het was in die orde van gedachten dat de heer Pede een, niet-ongegrond, uitstel vroeg van de bespreking van het ontwerp. De heren Egemeers en Van den Eynden lieten trouwens duidelijk blijken dat de Vlaamse socialisten nog steeds hopen dat wij hier in feite overbodig of verkeerd werk verrichten, en dat er in de volgende uren nog een wonder zou geschieden.

Mijnheer de Eerste Minister, Heren Ministers, u zult van de oppositie wel niets anders verwachten dat dat zij zich tegen de regeringsprocedure en tegen het ontwerp verzet, te meer daar heel het debat zich in een kunstmatige afzondering en een kunstmatige rust en luchtdigtheid voltrekt. De Senaat gedraagt zich uitermate kalm, enkele interventies niet te na gesproken.

Bij de bevolking is de toestand echter helemaal anders. De ene manifestatie volgt op de andere. Er gaat geen uur voorbij zonder dat uw kabinet berichten verneemt over de sociale woelingen die uitbreiding nemen in de verschillende landsgedeelten. Indien de vakverenigingen hun acties verder zetten, is het ondenkbaar dat de regeringspartijen er niet de invloed van zullen ondergaan. Uw regering zal dan nog schever gaan hangen, dan nu reeds het geval is.

Mijnheer de Eerste Minister, uw regering is in vele opzichten zwaar beproefd en « on-schoon » geweest. Zij was wel het minst succesvol op het gebied van het sociaal overleg. Ik geef toe dat de regeringen die onmiddellijk voorafgingen, ook geen indrukwekkende erelijst hebben kunnen voorleggen op het vlak van de interprofessionele akkoorden. In de driehoeksverhouding werkgevers, werknemers, overheid, die voor onze overlegeconomie zo typisch is, zou de regering, als de belichaming van het algemeen belang, de sterkste partner moeten zijn. In werkelijkheid zijn degenen, die bij de onderhandelingen de regering vertegenwoordigen, veelal de zwaksten. Zij zijn de eersten om te aarzelen en door de knieën te gaan. In tijden van economische groei konden de noodlottige gevolgen van de zwakheid van de uitvoerende macht minder opvallend zijn. Maar nu de tijd van inkomensmatiging is aangebroken, dreigt de zwakheid van de « derde man » — de overheid — het hele economische bestel te ontreddeken.

Misschien zult u antwoorden, Mijnheer de Eerste Minister, dat dit wetsontwerp zelf een logenstraffing is van het toneel dat ik schets. U zult zeggen dat de regering zich losmaakt van het corporatief egoïsme. U zult zeggen dat zij haar verantwoordelijkheid op zich neemt en zich niet neerlegt bij de pat-situatie van het sociaal overleg. Dit was wellicht uw bedoeling, maar in werkelijkheid komt u voor de dag met een krachteloos compromis waarvan de resultaten wel tot de matiging van sommige inkomens leiden, maar dat geen bijdrage tot een werkelijk herstel van onze economische toestand is, en dat de mechanismen van de overlegeconomie in de war stuurt en fundamentele opvattingen dienaangaande op de helling zet.

Ook vertegenwoordigers van de meerderheid, onder wie de heren Egemeers en Van den Eynden, die mij hier zijn voorafgegaan, hebben gezegd dat dit debat plaatsheeft in verwarring en onduidelijkheid. De taal van de heer Van den Eynden was de taal van een oppo-sant die voorlopig nog terugschrikt voor de politieke consequenties. Hij verwijt u een hele reeks tekortkomingen op een niet mis te verstaan toon.

Ik zal niet zo sadistisch zijn te herhalen wat sommige leden van de meerderheid hier over uw beleid hebben gezegd. Vermits voor mijn fractie de redenen niet gelden waarom — in afwachting van een hypothetisch interprofessioneel akkoord — een aantal leden van de meerderheid de doodstrijd van uw regering voorlopig nog wat verlenen, zullen we neen stemmen. (*Applaus op de banken van de Volksunie en op de liberale banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de Eerste minister.

De heer Martens, Eerste Minister. — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, in de eerste plaats — en het is geen formaliteit — wil ik de heer Vandenabeele feliciteren met zijn uitstekend verslag en hem daarvoor danken. Het is een heel interessant verslag, dat welke ook de verdere evolutie van deze materie mag zijn, nog dikwijls zal worden geciteerd.

Om te beginnen zal ik ingaan op de uiteenzetting van de heer de Bruyne.

Mijnheer de Bruyne, uw betoog vertoonde perfect de verwarring die bij de rechterzijde van ons land heerst. Aan de ene kant verwijt u de regering dat zij de overlegeconomie niet respecteert en niet alle traditionele regels toepast, en aan de andere kant verwijt u haar dat zij niet autoritair genoeg optreedt. Ik ken deze kritiek die al weken en maanden wordt uitgebracht. Zij gaat echter voorbij aan een fundamentele en complexe werkelijkheid in ons land waaraan de regering wel aandacht moet besteden. De regering voert noch een autoritair

beleid, noch een zwak beleid, maar een beleid van de gulden middenweg, waarbij het laatste woord bij de politieke overheid ligt. Dat is overigens de enige mogelijke weg. In mijn verder antwoord zal ik pogen, zowel wat de inhoud als de werkwijze betreft op de uiteenzettingen van de sprekers in te gaan.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi, pour commencer, une constatation.

La crise économique se prolonge mais pour beaucoup de nos concitoyens elle a cessé d'être indolore. Elle les atteint dans leur bien-être. Les plus douloureusement frappés sont sans doute ceux qui ont perdu leur emploi et qui, malgré leurs efforts pour retrouver une occupation, voient se fermer devant eux toutes les portes. Ceux-là peuvent se sentir rejetés, exclus, isolés, et ce sentiment est peut-être plus pénible encore que la baisse de revenu qui accompagne la perte d'un emploi.

Il en va de même pour les nombreux jeunes qui, arrivant sur le marché du travail, attendent désespérément parfois que s'offre à eux la possibilité d'un premier emploi.

Le sentiment d'être inutiles et exclus de la société risque de les conduire à des actes de désespoir.

La majorité de la population active a encore la chance d'avoir un emploi et des revenus assurés. Elle est donc privilégiée à cet égard. Mais le bien-être ne consiste pas seulement à disposer de revenus suffisants. Le bien-être, c'est aussi un sentiment de sécurité et de confiance dans l'avenir. Actuellement même ceux qui ont encore un emploi se sentent menacés dans leur bien-être. Devant la multiplication des faillites et des fermetures d'entreprises, devant la progression apparemment inexorable du chômage, devant la difficulté de trouver des solutions rapides à la crise, il est compréhensible que l'avenir nous paraisse de plus en plus sombre et que la confiance dans un avenir possible fasse place progressivement à l'inquiétude et à la crainte.

Il y a différentes manières de réagir à cette crise. Certains seront tentés peut-être de jouer le jeu du chacun pour soi en tâchant de préserver égoïstement leurs privilèges. D'autres se cantonneront dans une attitude de refus en disant qu'ils ne sont pas responsables de la crise et qu'ils peuvent donc se croiser les bras en attendant que d'autres qu'eux-mêmes aient trouvé des solutions. D'autres encore, loin de se replier dans l'égoïsme ou la passivité, voudront réagir, mais leur réaction prendra la forme d'actes dramatiques qui, même s'ils sont inspirés par la générosité et la solidarité, ne comportent pas de solution.

Il existe pourtant une autre attitude possible face à la crise. Elle consiste à accepter un effort de redressement solidaire, en sachant que cet effort solidaire sera long et difficile, car il n'y a pas de remède miracle à la crise. Plus nous céderons à la tentation de croire qu'il existe des remèdes miraculeux ou indolores, plus nous tarderons à nous imposer les remèdes nécessaires, et plus la crise se prolongera et deviendra douloureuse.

Le gouvernement a mis au point un plan de redressement. Ce plan n'est pas parfait; on lui reproche notamment d'être insuffisant; mais il a le mérite d'exister et de proposer des remèdes qui doivent amorcer la guérison.

Une caractéristique importante de ce plan — et c'est ce qui rend son acceptation difficile — c'est qu'avant tout la population est invitée à contribuer à l'effort de redressement. Cet effort de redressement vise d'une part à redonner une rentabilité suffisante aux entreprises; car sans cela elles continueront à disparaître l'une après l'autre et la dégradation de l'emploi se poursuivra. L'effort de redressement vise, d'autre part, à rétablir progressivement l'équilibre financier des pouvoirs publics, et principalement de la sécurité sociale; sans cela, les déséquilibres croissants dans les finances de l'Etat et de la sécurité sociale continueront d'accaparer une fraction croissante des ressources financières qui devraient normalement servir à reconverter et à améliorer notre secteur industriel en vue d'asseoir l'emploi sur des bases à nouveau solides.

L'effort que le gouvernement demande à la population doit se réaliser de deux manières: d'une part, par la modération des revenus de tous, selon les possibilités de chacun et pendant une période de deux ans au moins; d'autre part, par leur contribution au redressement financier de la sécurité sociale.

Parlons d'abord de la modération des revenus. Il est clair, et j'insiste à nouveau sur ce point, que ce n'est pas un objectif en soi. C'est un moyen de restaurer la rentabilité des entreprises et de redresser l'économie. La modération salariale, jointe au fait que nous jouissons encore d'un taux d'inflation relativement bas, et que la productivité est élevée, doit permettre à nos entreprises de retrouver leur compéti-

tivité sur les marchés extérieurs. La modération des salaires et des autres revenus doit, par ailleurs, contribuer au freinage de nos importations et de cette manière au redressement de notre balance des paiements.

Je dois faire remarquer, car c'est une chose qu'on oublie souvent de souligner, que la modération des revenus proposée par le gouvernement ne signifie pas une baisse du pouvoir d'achat, non seulement parce que l'indexation des rémunérations est maintenue, mais en outre parce que le projet de loi sur la modération prévoit explicitement le relèvement en deux étapes du revenu minimum mensuel moyen.

Il faut, en outre, noter que cet effort de modération que nous demandons est modeste par rapport à ce qui se fait chez nos partenaires et chez nos voisins confrontés à des problèmes semblables aux nôtres.

Ainsi, au Danemark, les salaires réels nets d'impôts ont baissé de 5 p.c. en 1980 et l'on prévoit encore une baisse annuelle de 1 à 2 p.c. pendant quelques années. Et le Danemark n'est pas dirigé, que je sache, par un gouvernement conservateur, au contraire.

Aux Pays-Bas, la baisse du pouvoir d'achat devrait, en 1981, atteindre au moins 1 p.c. pour ceux qui sont au salaire minimum et aller jusqu'à 3,5 p.c. pour ceux qui sont en haut de l'échelle des salaires. Même en Allemagne fédérale, pays également dirigé par un gouvernement non conservateur, celui-ci prévoit dans son rapport économique annuel que les salaires devraient augmenter, en 1981, d'un pourcentage inférieur à celui de la hausse prévisible des prix: donc, là aussi, il y aurait baisse du pouvoir d'achat.

Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, welke effecten streven wij na met dit ontwerp van herstelwet inzake de inkomensmatiging?

Ik verzoek u bijlage 3 van het verslag van de commissie voor de Financien te bekijken. In die tabel wordt het herverdelingseffect van het herstelplan in 1981 aangegeven. Deze herverdeling zal worden toegepast in de drie grote sectoren van onze economie, de particulieren, de ondernemingen en tenslotte de overheid, dit is de Staat en de sociale zekerheid.

Op de eerste regel van de tabel kan u zien dat in 1981 door de matiging 27 miljard van de particulieren wordt overgedragen naar rata van 25,2 miljard naar de bedrijven en voor iets minder dan 2 miljard naar de Staat. Hoe werden die cijfers berekend? Eenvoudig in de veronderstelling dat de lonen zonder loonmatiging, en de indexaanpassing buiten beschouwing gelaten, in 1981 met 2 pct. zouden stijgen in de privé-sector zoals dit in 1980 het geval is geweest. Indien deze verhogingen buiten de indexaanpassing niet worden toegestaan in toepassing van de matigingswet, dit wil zeggen enkel voor de werknemers die meer dan 35 000 frank bruto per maand verdienen, komt men tot een som van nagenoeg 25 miljard. In de overheidssector betekent dezelfde matiging een besparing van 1,8 miljard voor de Staat.

Deze bedragen moeten echter correct geïnterpreteerd worden. De bedoeling is niet de koopkracht van de particulieren met 27 miljard te verminderen. Het gaat erom deze koopkracht te stabiliseren en te beletten dat zij nog met 27 miljard zou toenemen.

Wat gebeurt er nu met de aan de bevolking gevraagde inspanning om de financiële toestand van de sociale zekerheid te herstellen? Daar wordt minder over gesproken, maar het is niet minder reëel.

Ik zal straks handelen over de inspanningen die worden gevraagd inzake de bezuinigingen. Het is echter een belangrijk feit dat de vakbonden toch aanvaarden dat daar een sanering wordt gerealiseerd. Alleen daar wordt ingeleverd door de werknemers die aanvullende bijdragen moeten betalen. Dat is de enige sector waar werkelijk wordt ingeleverd, zij het op een sociaal verantwoorde wijze.

Aan de bevolking wordt gevraagd de financiële situatie van de sociale zekerheid in evenwicht te brengen. De cijfers staan in dezelfde tabel.

Allereerst komt er in 1981 een bezuiniging van 17,3 miljard in de sociale zekerheid. Dit bedrag bestaat uit 10,3 miljard besparing in de ziekte- en invaliditeitsverzekering, want de recente conventie met het medisch en paramedisch korps heeft de bezuiniging nog opgevoerd met 2,3 miljard, en waar er oorspronkelijk 8 miljard was gepland, wordt dat nu 10,3 miljard. Daarnaast is er 5 miljard bezuiniging in de sector van de werkloosheid en 2 miljard in de sector van de pensioenen.

Om het evenwicht in 1981 te bereiken, moeten ook de particulieren en de bedrijven bijdragen, ingevolge het optrekken van sommige loongrenzen, tot de verhoging van de ontvangsten van de sociale zekerheid voor een totaalbedrag van 21,8 miljard. Dit bedrag wordt ingeleverd deels door de privé-sector, namelijk 6 miljard ten laste van de werknemers en 7,2 miljard ten laste van ondernemingen, deels door de overheidssector, namelijk 4,8 miljard, dit is de opbrengst die

wordt verwacht van de solidariteitsbijdrage, en tenslotte door de zelfstandigen in de vorm van 3,8 miljard bijkomende bijdragen om het evenwicht van hun stelsel van sociale zekerheid te herstellen.

Bepaalde publicaties waarop ik niet ben geabonneerd worden mij desondanks toch toegestuurd, onder meer een publicatie van het Verbond van de Zelfstandige Arbeid. Daarin worden de zaken voorgesteld alsof enkel de zelfstandigen en de vrije beroepen 3,8 miljard zouden moeten bijdragen. Men verzwijgt natuurlijk stelselmatig dat ook de overheidssector voor 4,8 miljard en de werknemers van de privé-sector proportioneel een bijdrage leveren om hun stelsel van sociale zekerheid in evenwicht te brengen.

Tenslotte bestaat er nog een derde soort van overdracht die in het herstelplan en in de tabel is opgenomen en waarover ook niet veel wordt gesproken alhoewel deze overdracht van kapitaal belang is met het oog op het aanwakkeren van de investering en de tewerkstelling.

Het gaat om fiscale maatregelen ten gunste van de ondernemingen waardoor in 1981 een overdracht van 9,5 miljard geschiedt van de Staat naar de bedrijven: 3 miljard om de lasten te verminderen en de tewerkstelling in de KMO's te stimuleren; 3,5 miljard om de ondernemingen vrijstelling van belastingen te verlenen op 5 pct. van hun winsten op voorwaarde dat dit bedrag opnieuw geïnvesteerd wordt; 3 miljard ter aanmoediging van de energiebesparende investeringen en het wetenschappelijk onderzoek in de ondernemingen.

Alvorens in te gaan op de opmerkingen van de acht sprekers in dit debat — en ik hoop op de naar mijn mening belangrijkste vraag van elk van hen te kunnen antwoorden — moet ik, wanneer ik de balans opmaak van de verschillende effecten van het herstelplan, vaststellen dat de bevolking — volgens naar ons oordeel rechtvaardige criteria — een grote inspanning doet en 58,9 miljard zal moeten bijdragen. Dit is de opbrengst van de matiging en van hun bijdrage tot het financieel herstel van de sociale zekerheid. Het batig saldo van de ondernemingen bedraagt 27,5 miljard. Het batig saldo van de Staat, of beter gezegd van de sociale zekerheid, want de Staat verliest een kleine 10 miljard fiscale ontvangsten, is 31,4 miljard. Dit plan en de tabel die ik heb medegedeeld aan de commissie voor de Financiën en die is opgenomen in het verslag, tonen duidelijk aan dat het hier gaat om een herverdeling. Het gaat er niet om «meer dan 60 miljard uit de portemonnaie van de huisvrouw naar de geldkoffers van de ondernemingen te pompen» zoals sommigen ten onrechte hebben beweerd.

Het gaat in tegendeel om twee zaken: de rendabiliteit van de ondernemingen herstellen, zoniet zullen wij tevergeefs hopen op een hervatting van de groei en van de tewerkstelling, en medewerkers — en dit is het belangrijkste — aan het geleidelijk herstel van het evenwicht van de sociale zekerheid.

De verschuiving in de respectieve aandelen van de particulieren, van de ondernemingen en van de Staat is trouwens maar een gedeeltelijke correctie van een verschuiving in tegengestelde richting van de laatste jaren. Zoals meermaals is gebleken uit analyses van de Nationale Bank en andere niet te betwisten studies heeft zich, ondanks de crisis in ons land, nog — en zelfs in sterkere mate — tot vorig jaar een verschuiving voorgedaan naar de particulieren ten nadele van de ondernemingen en van de overheid. Dit verklaart grotendeels dat de rendabiliteit en de investeringsmogelijkheden van de ondernemingen verminderd zijn terwijl het tekort van de overheid aanzienlijk is toegenomen.

Ik zou thans willen aantonen dat de inspanning die van de bevolking gevraagd wordt billijk wordt verdeeld. Ook op dat stuk hebben wij klaarheid gewild. Al de gegevens waarover wij beschikken hebben wij aan de commissie voor de Financiën medegedeeld. U vindt die gegevens in de tweede bijlage bij het verslag. Hieruit blijkt dat de matigingsinspanning die wordt gevraagd aan de drie categorieën van onze bevolking, namelijk de werknemers uit de privé-sector, de werknemers uit de openbare sector, de zelfstandigen en de vrije beroepen, niet procentueel volgens de getalsterkte wordt toegepast. Dit zou tot een absurde situatie kunnen leiden. Indien de bevolking zou bestaan uit 90 pct. armen en 10 pct. rijken, dan zou een procentuele verdeling van de inspanning hoogst onrechtvaardig zijn.

Daarom moet een tweede vraag worden gesteld, namelijk of in iedere groep — zoals men dat de jongste tijd is gaan zeggen — de sterkste schouders de zwaarste lasten dragen. Dat is onbetwistbaar het geval aangezien de bijkomende bijdrage door het optrekken van de loongrenzen slechts toepasselijk is wat de privé-sector betreft, op hen die meer dan 35 000 frank per maand verdienen. Anderzijds wordt de solidariteitsbijdrage in de overheidssector maar ingevoerd

vanaf een maandelijks brutowedde van 40 000 frank en dit volgens een progressief percentage gaande van 0,9 pct. tussen 40 000 en 45 000 frank tot 2,7 pct. voor bezoldigingen van meer dan 55 000 frank bruto per maand. Ook de aanpassing van de bijdrage van de zelfstandigen, 3,8 miljard als geheel, zal worden toegepast volgens progressieve normen.

De minister van Middenstand heeft het koninklijk besluit voorbereid en de regering zal daarover deze week nog een beslissing nemen.

Ik kom zo tot een vraag die door verschillende sprekers werd gesteld, namelijk door de heren Hanin, Egelmeers, Kuylens, Vandenaabeele in zijn verslag, Van den Eynden en de Bruyne. Deze vraag luidt: wat is de verhouding tussen het overleg en het uiteindelijk nemen van een beslissing door de politieke overheid, namelijk door de regering en het Parlement? Welke houding neemt de regering aan tegenover het alternatief dat nog altijd mogelijk is?

Over dit belangrijk punt van het ontwerp wil ik thans in volle duidelijkheid het standpunt van de regering weergeven. Dit ontwerp bepaalt uitdrukkelijk dat de bepalingen betreffende de inkomensmatiging voor de werknemers uit de privé-sector niet van toepassing zullen zijn indien een interprofessionele collectieve overeenkomst betreffende de loonmatiging vóór 15 februari 1981 tot stand komt met gelijkwaardig resultaat als de in het ontwerp bepaalde loonmatiging gedurende twee jaar en op voorwaarde dat deze overeenkomst algemeen bindend wordt verklaard door de Koning.

Ik doe terloops opmerken dat in de tekst van deze bepaling een uitzondering werd gemaakt voor artikel 2, paragraaf 1.

Dans le texte qui parle d'une alternative, notamment pour la réalisation de la modération salariale dans le secteur privé par le biais d'une convention interprofessionnelle, figure une exception, celle de l'article 2, paragraphe premier, qui prévoit que le relèvement du salaire minimum mensuel moyen se fera, en tout état de cause, sur base de la loi.

Même si un accord interprofessionnel est encore possible, cet élément sera, de toute façon, réglé par la loi.

Zoals ik in de commissie heb verklaard, blijft de regering de voorkeur geven aan het alternatief waarin het wetsontwerp voorziet, namelijk een interprofessioneel akkoord vóór 15 februari '81. Indien de loonmatiging tot stand kan komen via de normale weg, namelijk door een collectieve overeenkomst, zou deze oplossing niet alleen de tradities eerbiedigen, maar kan zij ook een waarborg zijn voor de sociale vrede, die eveneens een belangrijk element van het economisch herstel uitmaakt.

Het is echter wel verstaan — en ik herhaal het — dat de matiging gebracht door een dergelijk akkoord voor de hele periode gelijkwaardig moet zijn met die van het wetsontwerp. Bovendien onderstreept ik dat de aanneming van het ontwerp van de regering in ieder geval absoluut noodzakelijk blijft, alleen reeds omdat deze tekst de enige wettelijke basis verschaft om een dergelijke interprofessionele overeenkomst algemeen bindend te verklaren.

Ainsi que je l'ai souligné au début de cette discussion, il est impossible de fonder un tel accord interprofessionnel sur la loi de 1968. Selon le présent projet, le gouvernement peut rendre obligatoire l'accord interprofessionnel éventuel.

De heer Waltniel zal aannemen dat ik het niet eens ben met zijn interpretatie wanneer hij zegt dat tenslotte de Staat in het tweede luik van de herstelwet inzake de sociale zekerheid een deel van zijn problemen poogt op te lossen doordat 31,4 miljard naar de Staat zouden gaan. Uit de tabel blijkt duidelijk dat de saneringen gericht zijn op het herstel van het financieel evenwicht van de sociale zekerheid want bij nader onderzoek van de tabel blijkt dat de Staat 9,5 miljard fiscale ontvangsten derft, namelijk door de hulp aan bedrijven, aan KMO's en door het stimuleren van investeringen, en via de matiging 1,8 miljard minder moet uitgeven, namelijk door de loonmatiging van zijn ambtenaren.

M. Hanin a souligné avec raison l'objet essentiel de ce projet. Comme moi, il a insisté sur notre situation économique dramatique. Il y a déjà six ou sept ans, feu M. Oleffe avait prédit que des pans entiers de notre économie allaient s'effondrer si nous étions incapables de mener une politique efficace tant sur le plan de la rénovation industrielle que sur le plan de la modération des revenus.

Il est clair que le gouvernement souhaite un accord interprofessionnel; cependant, en cas d'échec, le gouvernement et le Parlement auront le devoir de mener cette politique de rénovation et de redressement.

Mijnheer Egelmeers, het is niet met een licht gemoed dat wij in ons ontwerp van wet voorstellen te raken aan de reeds gesloten CAO's. Dat was trouwens ook het geval in het voorakkoord van Hertoginnedal, zij het op een andere manier. Ook de heer Van den Eynden heeft aanvaard dat voor de nieuwe CAO's de moeilijkheid niet in dezelfde mate bestaat.

Wij hebben in andere politieke omstandigheden de gelegenheid gehad de nadruk te leggen op de grote waarde in onze samenleving en in ons politiek leven van het respect voor het gegeven woord.

Kan men werkelijk gewagen van een breuk wanneer we voor de bestaande CAO's voorstellen niet alleen de overeengekomen indexering te eerbiedigen en volledig toe te passen, wat zoals ik reeds gezegd heb, in andere landen niet gebeurt en voorts de reële loonstijging toe te passen op alle inkomens onder 35 000 frank, maar bovendien, en dat zal in ieder geval bij wet gebeuren, de minimumlonen op te trekken, ook in de gevallen waarin de CAO's niet hebben voorzien?

De wet heeft dan ook tot gevolg dat in de gevallen waarin de CAO's geen verhoging van de minimumlonen bepalen, deze lonen krachtens een wet zullen worden opgetrokken, de eerste maal op 1 juli en de tweede maal op 1 januari aanstaande.

Kan men in deze omstandigheden werkelijk gewagen, onder voorbehoud dat er, zoals we hopen, nog een overeenkomst tot stand komt inzake de uitvoering van de gesloten CAO's, van een breuk bewerkt door de regering?

Inzake het tweede belangrijk punt uit uw uiteenzetting is het evident dat we een balans van de matiging zullen opmaken. Dat is in ieder geval afgesproken. In de maand september van dit jaar, welke ook de uitkomst moge zijn van dit debat, of het nu gaat, ten aanzien van de privé-sector om een interprofessionele overeenkomst of de toepassing van de wet, zullen we een balans opmaken en zullen wij, samen met de sociale gesprekspartners in voorkomend geval, een debat hebben en aan het Parlement de nodige wijzigingen voorstellen als gevolg van de toepassing gedurende enkele maanden van de wet of van de interprofessionele overeenkomst.

Aan de heer Kuylen kan ik antwoorden dat hij volkomen gelijk heeft wanneer hij stelt dat het hele herstelplan alleen maar geloofwaardig kan zijn indien ook de overheid matigt. Er zijn daar zeer gegronde redenen voor. Wanneer aan de hele bevolking een inspanning wordt gevraagd, moet de overheid het voorbeeld geven. Daarom zullen we vóór Pasen, tevens als conclusie van de budgettaire controle die thans volop aan de gang is, een hele reeks maatregelen moeten voorstellen in verband met de uitgaven van de overheid.

De matiging is ook geen doel op zichzelf. Zij is slechts een noodzakelijk onderdeel van het hele herstelplan met primordiaal het oog op de tewerkstelling.

U hebt opgemerkt dat een dergelijke ingreep terzelfder tijd doeltreffend, sociaal aanvaardbaar en verdedigbaar moet zijn. Ik dank u omdat u hebt gezegd dat u de indruk hebt dat de regering het juiste evenwicht niet alleen beoogt, en voortdurend heeft beoogd, maar ook toepast.

Mijnheer Van den Eynden, ik heb, zoals in de commissie, met grote aandacht naar uw betoog geluisterd. Ik weet dat u in een ander verband de moed hebt opgebracht, samen met de arbeiders voor te stellen een zekere matiging te aanvaarden om een belangrijke sector van onze industrie te helpen.

Wij verschillen niet van mening, niet over de noodzaak van vernieuwing en herstructurering, noch over de noodzaak — in bepaalde omstandigheden — van matiging.

U hebt zich afgevraagd of de regering wel met voldoende geduld, inspanning en standvastigheid het overleg heeft beoefend. Ik mag getuigen dat wij dit werkelijk hebben gedaan met vastberadenheid en met al het geduld dat menselijkerwijze kan worden opgebracht. Ik ben het niet eens met u waar u zegt de indruk te hebben dat de regering op een bepaald ogenblik, omwille van de kritiek dat zij niet zelfstandig of onafhankelijk genoeg zou optreden, is gezwicht. Wij hebben in het hele overleg sedert de maand mei 1979 tot de laatste dagen van 1980 al onze overredingskracht, al onze verbeeldingskracht en al ons geduld opgebracht om te komen tot een interprofessionele overeenkomst. Ik kan mij daarbij toch niet van de indruk ontdoen dat een overeenkomst nog mogelijk wordt omdat ook de sociale gesprekspartners weten dat de regering met haar meerderheid vastbesloten is niet af te wijken van de essentiële objectieven van haar beleid en dat er, misschien vanuit deze wetenschap, toch nog een regeling en een overeenkomst mogelijk is.

Ce sont les raisons pour lesquelles je ne puis accepter les objections de M. Bruart. Je les ai écoutées avec beaucoup de sympathie et vous

comprendrez pourquoi. Mais il est des moments où il faut choisir; ce moment est venu pour le gouvernement et pour le Parlement.

Mesdames, Messieurs, l'effort de contribution au redressement de l'économie qui est demandé à la population est important. Un transfert de près de 60 milliards, soit un peu moins de 2 p.c. du PNB n'est pas négligeable, et je m'inscris en faux contre ceux qui accusent le plan de redressement du gouvernement d'être une mesure sans aucune portée. C'est un effort important qui, par conséquent, doit se réaliser dans la justice et dans la solidarité et j'ai tenté de montrer que, dans toute la mesure du possible, le gouvernement veillait à l'organiser de la manière la plus équitable.

Sur le plan des finances de l'Etat, comme vous le savez, 1981 sera une année très difficile en raison de la diminution importante des recettes fiscales qui résulte d'une dégradation conjoncturelle rapide et qui touche nos voisins européens aussi bien que nous.

Le contrôle budgétaire qui est en cours devra contraindre les pouvoirs publics à un nouvel effort d'austérité et de compression de leur dépenses. Par ailleurs, les sommes nécessaires à la reconversion de notre industrie sont importantes. Vous connaissez les difficultés de la sidérurgie et du textile et les efforts qui sont consentis par le gouvernement pour continuer leur restructuration.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la gravité de notre situation économique et sociale s'impose à notre attention à tous, parfois de la manière la plus cruelle et la plus directe lorsqu'une famille que nous connaissons est frappée par le chômage.

Mais nous devons à tout prix garder courage et ne pas laisser tomber les bras. Nous devons également nous garder de l'illusion qu'il existe des remèdes faciles ou indolores à la crise. Mais nous devons surtout nous prémunir contre une tentation, celle de croire que le premier devoir de chacun est de se débrouiller et qu'il revient aux autres de subir les effets de la crise ou de supporter les efforts de redressement.

De telles attitudes ne peuvent qu'aggraver la crise! Nous sommes tous embarqués sur le même bateau et nous devons affronter la même tempête. Ce n'est pas le moment ni de chercher à l'échapper en nous calfeutrant dans le bar de première classe, ni de courir sur le pont en affolant les autres passagers et en criant «sauve qui peut». *(Applaudissements sur les bancs de la majorité.)*

De Voorzitter. — Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Ik stel u voor morgen te 14 uur over te gaan tot de artikelsgewijze bespreking.

Het debat heeft langer geduurd dan aanvankelijk was voorzien. Bovendien werden er in de loop van de namiddag nog 15 amendementen ingediend.

J'ose espérer que le Sénat sera en nombre demain, à 14 heures, pour procéder au vote sur les articles et sur les amendements.

PROJETS DE LOI — ONTWERPEN VAN WET

Dépôt — Indiening

M. le Président. — Le gouvernement a déposé les projets de loi ci-après:

1° Ajustant le budget des Pensions de l'année budgétaire 1980;

De Regering heeft de volgende ontwerpen van wet ingediend:

1° Houdende aanpassing van de begroting van Pensioenen voor het begrotingsjaar 1980;

Ce projet de loi est renvoyé à la commission des Finances.

Dit ontwerp van wet wordt verwezen naar de commissie voor de Financiën.

2° Ajustant le budget du ministère de l'Emploi et du Travail de l'année budgétaire 1980;

2° Houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid voor het begrotingsjaar 1980;

Ce projet de loi est renvoyé à la commission des Affaires sociales.

Dit ontwerp van wet wordt verwezen naar de commissie voor de Sociale Aangelegenheden.

INTERPELLATION — INTERPELLATIE

Demande — Verzoek

M. le Président. — M. Radoux désire interpeller le ministre des Affaires étrangères sur « la position du gouvernement vis-à-vis des institutions européennes, notamment du Parlement européen, des relations de celui-ci avec les parlements nationaux et de la réalisation de politiques communes ».

De heer Radoux wenst de minister van Buitenlandse Zaken te interpellieren over « de houding van de regering tegenover de Europese instellingen, met name het Europees Parlement, tegenover de betrekkingen van dit Parlement met de nationale parlementen en het totstand-brengen van gemeenschappelijke beleidslijnen ».

La date de cette interpellation sera fixée ultérieurement.

De datum van die interpellatie zal later worden bepaald.

COMMISSIES — COMMISSIONS

Wijzigingen — Modifications

De Voorzitter. — Bij het bureau zijn voorstellen ingediend tot aanvulling van bepaalde commissies :

1. Naturalisations :

Lid : de heer Van den Eynden.

2. Verzoekschriften :

Lid : de heer Van den Eynden.

Le bureau est saisi de demandes tendant à compléter la composition de certaines commissions :

1. Naturalisations :

Membre : M. Van den Eynden.

2. Pétitions :

Membre : M. Van den Eynden.

Geen bezwaar ?

Pas d'opposition ?

Dan is aldus besloten.

Il en est donc ainsi décidé.

Le Sénat se réunira demain, 4 février, à 14 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, 4 februari, te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 18 h 25 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 18 u. 25 m.)

820